

Jean Dujardin

**LE SERVICE « LUC »  
été 41 - été 42**

**ASPECTS DES PROBLEMES DE  
COMMANDEMENT ET DE LIAISONS**

*Le passé n'est que l'avenir devenu vieux et le présent du passé encore jeune.*

Jean COCTEAU.

*La vie des réseaux n'a pas été remplie que de difficultés causées par l'ennemi, œuvre d'hommes, elle a dû compter sur les hommeries, selon l'expression de Montaigne.*

Jean FOSTY.

**INTRODUCTION**

Pourquoi une étude du Service *Luc* et non de *Zéro* par exemple ? On peut se poser la question à juste titre si l'on ignore que *Luc* eut un brillant successeur, *Marc*, pour lequel les archives — ou plus exactement leur double — ont été miraculeusement conservées et littéralement exhumées, en 1973, pratiquement intactes, du trou dans lequel elles restèrent enfermées pendant trente ans (1). *Marc* n'étant pas né *ex nihilo*, il était indispensable de traiter

(1) Elles étaient conservées dans six grandes caisses en zinc soudées à l'étain dont cinq nous sont parvenues dans un excellent état de conservation.

de *Luc* dont l'histoire ne manque certes pas d'intérêt. Mon ambition est de le prouver ici.

Il faut justifier le titre choisi. Il aurait pu être plus simple, dans l'idéal : *Histoire du Service Luc 1940-été 1942* (2). S'il n'en est pas ainsi, c'est que je n'ai pas osé me lancer dans les incertitudes de la « préhistoire » du réseau, au sens technique du terme. « Au commencement était le document », disait Fustel de Coulanges. C'est ce que rappelle fort opportunément Henri Bernard, l'un des trois chefs de *Luc*, dans la préface de son ouvrage *La Résistance 1940-1945* (3). Il y note aussi : « Etant donné la rareté des sources, l'auteur le plus consciencieux insistera-t-il forcément sur telle opération pour laquelle il a pu obtenir des renseignements valables et laissera-t-il dans l'ombre une autre activité qui fut peut-être plus efficace que la première, mais dont les documents lui font défaut. D'où les critiques inévitables ». Il en sera donc ainsi de cet article qui ne fait qu'effleurer la création du Service ou sa réorganisation en fin 1941-début 1942 alors que l'on y traite longuement des « missions » qui lui sont envoyées ou avec lesquelles il travaille. D'autre part, même pour les activités privilégiées du point de vue des documents, je ne puis prétendre, par la force des choses (4) à l'exhaustivité. Telles sont les raisons du choix du terme « aspects ».

Les limites chronologiques sont plus faciles à expliquer. L'été de 1941, outre qu'il voit l'apparition des premiers documents originaux conservés, marque, selon moi, les véritables débuts opérationnels du Service. Georges Leclercq, le fondateur de *Luc*, reconnaît, dans son rapport à Londres du 24 juin 1942 que « les débuts furent très durs et les premiers résultats ne se firent sentir qu'au début de 1941. L'organisation à cette époque ne se composait que d'une centaine d'agents : et encore... » (5). Si je vais plus loin en parlant de l'été 1941, je ne nie ni la création du Service en septembre 1940, ni des résultats obtenus dès le début de l'année suivante ; mais je pense sincèrement qu'ils sont alors peu nombreux et, surtout, qu'ils n'arrivent pas à destination avant la mise en place des contacts réguliers, avec *Benoît* et surtout *Dewinde*. Voici pour la date de départ de cette étude que je tenterai tout de même de replacer dans le contexte plus général de la recherche du Renseignement pendant les premiers mois cruciaux.

Quant au *terminus ad quem*, il est lui aussi logique, encore que son choix aurait pu être différent. J'aurais pu m'arrêter au départ pour la Grande-Breta-

(2) On remarquera au passage qu'il ne pouvait pas être *Histoire du réseau de renseignements Luc* car, à cette époque de précurseurs, on fait de tout, et dans ce cas singulier, nous le verrons, beaucoup de sabotage. Le sous-titre du rapport écrit par le fondateur, Georges Leclercq, à Londres en juin 1942, est d'ailleurs très explicite : SERVICE DE RENSEIGNEMENTS MILITAIRES, POLITIQUES, JUDICIAIRES, EVACUATION DES BELGES, ANGLAIS ET FRANÇAIS VERS LA GRANDE-BRETAGNE.

(3) Henri BERNARD, *La Résistance 1940-1945*, Coll. Notre Passé, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1968.

(4) Certaines archives ont disparu, d'autres restent fermées pour des raisons de Droit.

(5) Georges LECLERCQ, *Rapport sur l'organisation « Luc ». Début septembre 1940 à janvier 1942*, adressé à l'Administrateur de la Sûreté de l'Etat.

gne des chefs de *Luc* après la catastrophe de décembre 1941. J'ai cependant tenu à traiter ici la phase transitoire, celle qui sépare le fait capital de la « casse » du parachutage fin juin 1942 de Max Londot, *Boris* ou *Jendel*, celui qui deviendra et restera le seul chef de *Luc*, devenu *Marc* pour des raisons de sécurité. Cette période a très naturellement sa place ici au point de vue de l'organisation du réseau et elle termine le temps des sources peu abondantes. Après l'arrivée de *Boris*, les archives du Service sont conservées, nous l'avons dit. C'est donc dès ce moment que pourra s'écrire une *Histoire du réseau de renseignement Marc, été 1942-été 1944*, pour laquelle je n'aurai plus la moindre excuse <sup>(6)</sup> : tout est là, des contacts avec les services belges de France ou directement avec Londres, des messages radio échangés aux correspondances internes (notes de et aux agents) en passant par l'ensemble des courriers envoyés <sup>(7)</sup>, les accusés de réception, les diagrammes, les cartes d'implantation géographique des divers secteurs et une comptabilité aussi minutieuse que complète.

Malgré une véritable césure du point de vue de la richesse des sources disponibles, j'aurais pu continuer jusqu'à la tragique arrestation de celui qui a fidèlement assuré l'interim soit jusqu'au 9 octobre 1942. Cette période, de fin juin à octobre, est bizarre qui voit s'établir une direction bicéphale et ambiguë. *Boris* a été envoyé pour prendre en main le réseau ; la note signée par les responsables belges et anglais du Renseignement, le Lieutenant Nicodème et le Major Page, ne laisse planer aucun doute à ce sujet <sup>(8)</sup>. Pourtant, arrivé sur le terrain, et constatant que tout y marche de manière satisfaisante, l'agent parachuté, le spécialiste formé par le *Secret Service*, restera dans l'ombre — mais se tenant prêt à intervenir à tout moment ; il décidera parfois, conseillera souvent et, surtout, organisera « professionnellement » le réseau dès son arrivée. C'est pourquoi ces trois mois de « collégialité » me semblent appartenir plus naturellement à la deuxième phase qu'à la première et seront étudiées dans ce cadre.

Il faut encore donner la raison du choix des termes « Direction et liaisons ». Les liaisons sont capitales et peuvent être étudiées grâce aux papiers revenus de Londres. Il en va de même pour la Direction. Mais, en revanche, on ne connaît pratiquement rien de l'organisation interne. On sait qui commande, on ne sait ni comment, ni quels sont exactement les résultats obtenus, les courriers n'ayant pas été conservés. On ne dispose, en fait, que des dossiers individuels des agents, établis après la Libération. On sait ce qu'il faut penser de certaines liquidations peu sérieuses, surtout en ce qui concerne la Résistance Armée <sup>(9)</sup>. Il en va tout autrement pour les membres du Corps des Agents

(6) Sinon pour certains pseudonymes très difficiles à identifier.

(7) Entre le 2 février 1943, courrier G II, à I/IV 19 juin 1944, 57 courriers au total, de plusieurs centaines de pages ; actuellement classés (inventaire en cours).

(8) Sans date et adressée A NOS AMIS DE LUC, elle est emportée par *Boris* sous forme de microfilm et indique que le porteur *prendra en notre nom et avec le conseil des personnes qui lui furent désignées toutes les décisions qu'il jugera utiles pour la bonne marche du service (...)*.

(9) Rappelons que les dossiers de Résistance par la Presse sont établis avec soin et parfois très fournis.

de Renseignement et d'Action/ARA. On peut vraiment dire que même l'auxiliaire de 2<sup>me</sup> classe a effectivement rendu de bons services <sup>(10)</sup>, et que celui qui a reçu une lettre de remerciements de la part de l'Administration de la Sécurité de l'Etat a lui aussi apporté sa pierre à l'édifice. Mais comme toujours, l'examen des cas a été effectué dans une optique de justice à rendre et dans un but de reconnaissance patriotique, non dans une perspective historique. Dès lors, les mentions laconiques y sont fréquentes : « courrier » par exemple, sans que l'on sache de qui vers qui, ni de quelle date à quelle date ; en fait, ni pourquoi ni comment. Nous avons relevé et fiché 215 agents *Luc* mais nous n'en citerons que quelques-uns. Pour les autres, je ne puis que prendre en compte *mutatis mutandis* ce qu'a écrit William Ugeux au sujet des membres du Groupe « G » : « L'héroïsme d'alors, par nécessité, fut clandestin (...). Pour avoir dû choisir quelques-uns de ces héros (...) l'auteur souhaite, au seuil de ce mémorial, rendre hommage à tous les autres, à tous ceux auxquels aucun témoignage n'a guère été rendu jusqu'ici, à ces quelques-uns auxquels tant de gens qui l'auront toujours ignoré auront dû de retrouver un pays libre et une vie digne d'être vécue » <sup>(11)</sup>.

Enfin, il reste à justifier l'absence d'un mot dans ce titre : ...service de *Renseignement*. En effet, cette appellation ne me semble pas parfaitement convenir au début du Service ni à son activité de la fin 1941. Qu'est-ce, au fond, que le « Service Luc » : c'est la réunion d'un fonctionnaire du Ministère de la Justice, grand invalide de guerre 1914-18, Georges Leclercq, dont le fils *Luc* vient d'être tué dans la campagne des 18 jours et qu'anime le désir de vengeance ; d'un avocat, brillant cinéaste, André Cauvin, qui se jette dans le combat pour éteindre une dette de reconnaissance qu'il possède à l'égard des Anglais chez qui il a passé les années sombres de la Grande Guerre ; d'un officier d'active, enfin, le Commandant BEM Henri Bernard qui rentre du Midi pour chercher des renseignements. En décembre 1940, ces trois hommes sont devenus les « Trois Luc », la vengeance, la reconnaissance et le devoir sont réunis avec en plus chez tous, le courage et un moral solide. Ce service qui se crée principalement <sup>(12)</sup> autour du Ministère de la Justice, du Barreau et de l'Armée démobilisée va grossir relativement vite par des recrutements individuels <sup>(13)</sup> mais aussi par des regroupements plus spectaculaires telle l'adjonction à *Luc* de la Ligne *Cône* en avril 1941. Tous ces hommes et toutes ces femmes ont en commun un seul but : nuire à l'Occupant en aidant les Alliés : ils feront *tout* pour cela ! Le sous-titre du rapport de Georges Leclercq à Londres, déjà cité, le prouve bien :

(10) C'est le cas, notamment, de bon nombre de ceux qui hébergent les agents transportant le courrier ou qui servent de « boîte postale » ; ils étaient indispensables et couraient de très grands risques.

(11) William UGEUX, *Le « Groupe G » (1942-1944)*, Elsevier Sequoia, Bruxelles, 1978.

(12) Mais va évidemment très vite déborder ce cadre avec le recrutement de nombreux observateurs représentant les différentes classes de la société.

(13) Nous avons dit déjà pourquoi il était impossible de les citer ; faisons simplement ici une exception pour André Broze, fonctionnaire du Ministère de la Justice qui dès le début donna une grande impulsion au mouvement.

SERVICE DE RENSEIGNEMENTS MILITAIRES, POLITIQUES,  
JUDICIAIRES, SABOTAGE, EVACUATION DES BELGES, AN-  
GLAIS ET FRANÇAIS VERS LA GRANDE-BRETAGNE.

C'est bien cela *Luc* au début : c'est un groupe qui recueille des renseignements mais qui fait aussi bien d'autres choses (14). Il n'y aura une spécialité renseignements — et renseignements militaires surtout — qu'avec l'arrivée de *Dewinde* et les premières consignes précises venant de Londres.

C'est à partir de ce moment que commencera virtuellement cette étude mais avant cela, tentons de voir ce qu'était le Renseignement à ses débuts.

### LES RÉSEAUX...

Quarante et début quarante et un ; après la défaite, devaient subsister l'humiliation et la douleur, avec la faim et le froid de ce rude hiver.

Il faut vraiment l'âme chevillée au corps, et une foi inébranlable dans la justice d'une cause, pour que naisse presque immédiatement une résistance en pays occupé. C'est devenu une nécessaire banalité que de l'écrire. Pourtant, malgré les événements, elle se crée. Lentement, mais elle est bien là. La presse clandestine, à elle seule, l'atteste brillamment (15). L'espoir n'est pas mort ni la résignation installée. Mais en dehors des actes qui relèvent du réflexe rageur ou de l'éternelle charité, il ne s'ouvre, en définitive, que trois voies *efficaces* (16) pour « continuer » : la presse — elle a de brillants antécédents —, l'évasion (ou l'aide à l'évasion) pour prolonger le combat sous un drapeau clairement déployé (le fait s'est aussi passé pendant la Grande Guerre avec les volontaires passant en Hollande) et le renseignement (qui a le glorieux mais unique précédent de la « Dame Blanche » de Walther Dewé (17)). Dans

(14) Les activités spécifiques de *Luc* en matière de sabotage sont évoquées dans Henri BERNARD, *op. cit.*, pp. 72 à 74 ; pour ce qui concerne l'évasion vers la Grande-Bretagne, signalons le départ par le Service, à titre d'exemple, des futurs généraux A. Dothée et A. Bigwood.

(15) Un seul exemple suffira : 17 titres de clandestins sont apparus pour la seule province de Liège en 1940 ; J. DUJARDIN, *Inventaire de la presse clandestine liégeoise*, dans *Cahiers d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, Bruxelles, 1967 ; pour une vue d'ensemble, consulter J. GOTOVITCH, *Photographie de la presse clandestine en 1940*, dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, 1972.

(16) Bien sûr, il y a aussi les premières tentatives de résistance para-militaire ; elles sont même d'une ampleur certaine mais les chances de succès étaient dès le départ bien minces. On ne connaît pas encore la formidable efficacité de la guerre révolutionnaire. D'autre part, elles manquent furieusement de moyens et, dans certains cas, parallèlement à des buts patriotiques, ont des relents politiques... « pour le cas où ! ». Quant au sabotage, on en est au stade « épidermique ». Pas de « Groupe G » efficace à cette époque ! Le sabotage est là mais il agace plus qu'il ne gêne. Le temps n'est certes pas venu où du côté de la *Militärverwaltung*, toutes les mesures qui ont pu être prises contre les attentats et les actes de sabotage, compte tenu des moyens disponibles, sont épuisées (rapport Reeder à l'O.K.H., été 1943, G.R.M.A., T 501, R 106, f. 480).

(17) Voir Henri BERNARD, *Walther Dewé. Un géant de la Résistance*, La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1971.

le cas du renseignement et de l'évasion, deux faits nouveaux, outre l'ampleur du phénomène. D'abord, la voie normale a changé d'axe — ce qui passait par le Nord cherche maintenant une trouée vers le Sud — ; ensuite, pour le renseignement, il y a une modernisation capitale avec l'emploi de la radio, et sa nécessité absolue dès le début de la guerre. Car si la Bataille d'Angleterre est une victoire, elle n'est ni aussi décisive ni aussi définitive que nous le savons maintenant. Les deux antagonistes sont séparés par un bras de mer qui semble infranchissable *dans les deux sens* et les Britanniques dont on sait maintenant que seule la force — et jamais le découragement — vaincra la ténacité et la fierté insulaires, sont « aveugles ». Sans les renseignements militaires, ils ne savent rien de ce qui se passe sur le Continent. C'en est fini de la *Blitzkrieg* à l'Ouest ; il n'en va pas de même du *blitz* sur la Grande-Bretagne et on est très loin du temps où pour les Alliés la forteresse Europe sera une maison de verre.

Il faut donc « savoir » : vite et bien ! D'où l'envoi de missions et la création de réseaux « britanniques ». Avant de parler de ce qui se passe sur le terrain, là où nos réseaux naissants sont momentanément abandonnés à eux-mêmes, par les Anglais vu l'urgence, par les Belges vu le manque logique d'organisation <sup>(18)</sup>, disons donc quelques mots de ces initiatives britanniques jusqu'ici mal connues. Elles participent à la politique d'ensemble du Renseignement dont *Luc-Marc* deviendra une pierre angulaire.

La réalisation de ces tentatives est *toujours confiée à des Belges*. C'est capital : à ma connaissance il n'y aura jamais d'agents anglais en Belgique, à la différence de ce qui s'est passé chez nos voisins. Ces « improvisations » <sup>(19)</sup>, parfois brillantes, sont nécessaires car il faut savoir ce que prépare l'ennemi <sup>(20)</sup>. Et, cette fois il n'existe plus de front terrestre ; pas question d'envoyer des reconnaissances ou de faire des prisonniers. On va donc élaborer des *missions* <sup>(21)</sup> que je qualifierai d'individuelles même si elles finissent par agglutiner des groupes entiers, ce qui sera le cas de *Tulipe* qui fera sauter une bonne partie du Service *Tegal* <sup>(22)</sup>. On va surtout créer ou tenter de monter des réseaux spécifiques. Ils ont l'avantage énorme de posséder des moyens de

(18) Le gouvernement est officiellement reconstitué le 31 octobre, la Sûreté, qui est transférée au Ministère de la Justice — ce qui posera des problèmes avec la Défense Nationale —, est reconstituée et un administrateur a.i., M. Lepage, est nommé par Arrêté du 19 novembre. Il faudra longtemps pour qu'elle soit opérationnelle, le chef de ses services Renseignement, le Lieutenant de réserve Nicodème, ne passant en Espagne qu'en mars 1941 !

(19) Avec la « Dame Blanche », qui deviendra *Clarence*, les Anglais avaient prévu quelque chose ; mais pas l'occupation totale du pays (voir *infra*).

(20) Le *Groupe I* de l'*Abwehr* — Espionnage (le II est Sabotage, le III Contre-espionnage) — l'a lui aussi bien compris. Il ne connaîtra cependant aucun succès en Grande-Bretagne. Les agents « anglais » travaillent chez nous en terrain favorable : c'est bien évidemment tout le contraire de l'autre côté de la Manche.

(21) En 40, cinq agents sont « déposés » sur les plages belges les 16 et 23 juin 40. En 41, il y aura deux missions « politiques », *Marine* (5 mai) et *Opinion* (le 7 juillet).

(22) Arrestation et conséquences évoquées dans les rapports de la G.F.P. (T 501, R 108) ; voir J.L. CHARLES et Ph. DASNOY, *Les dossiers secrets de la Police allemande en Belgique*, Ed. Arts et Voyages, Bruxelles, 1972, t. II, pp. 68, 82 et 105.

communications rapides et organisés : ils seront donc directement efficaces quand, en 1940-41, se joue le sort de la Démocratie à l'Ouest de l'Europe. Car, répétons-le, il y a bien urgence et il ne peut être question de ce qui se prépare dans l'ombre en Belgique, même par des agents bien connus comme *Clarence* (20), avant d'avoir sauvé l'indispensable ; c'est-à-dire avant d'avoir, dans l'immédiat, préservé l'espace aérien britannique et empêché un débarquement. Et cette Bataille d'Angleterre peut se gagner en partie grâce aux renseignements, *strictement militaires à l'époque*, que l'on tente de rassembler et de faire parvenir.

### LES RÉSEAUX D'INSPIRATION BRITANNIQUE (1940-41) (24)

La première réussite (25), le premier véritable réseau est créé par *Schuter* qui est parachuté le 13 octobre 1940 avec son radio *Schuter I*. *Schuter* est un fonctionnaire de l'aviation civile, il a 52 ans ! Dans le « civil » le radio était chauffeur ; il est né en 1896. Sur le terrain ils rencontreront des groupes déjà formés dont le principal est celui du Lieutenant-Colonel aviateur e.r. Daumerie qui était directeur de l'Administration de l'Aéronautique civile, soit le patron de *Schuter* (Martiny). Le réseau fera du très bon travail faisant parvenir 205 messages à Londres entre le 24 octobre et le 20 février 1942, auxquels il faut ajouter les 133 messages transmis entre le 7 mars et le 13 mai par Martiny qui a échappé à la casse de février (26) dont il n'est pas impossible qu'elle soit le résultat d'une « pénétration » de l'*Abwehr* (27). Deux radios furent

(23) Voir *infra*, p. 41.

(24) Répétons-le, ces réseaux sont créés par des Belges bien avant le moment où la Sûreté belge est opérationnelle (été 41).

(25) Dès le 18 août, on a tenté de déposer un agent avec émetteur par avion *Lysander* mais le terrain prévu étant labouré, l'avion ne put se poser et fit demi-tour : abattu au retour. Un autre agent, un marin, est envoyé à Ostende le 31 août : *His mission was to proceed to Ostend and find bidding place for radio operator who was to join him*, ce qui n'eut pas lieu en raison des circonstances atmosphériques. L'agent fit parvenir quelques messages par voie terrestre (ce qui prouve qu'elle fonctionne encore quand on connaît les bonnes adresses !) mais est arrêté en septembre ; il sera fusillé en juillet 41. Nous ne savons évidemment pas ce que ces deux missions importantes auraient apporté si la chance avait joué pour elles.

(26) Martiny sera fusillé le 26 août 1942 tandis que son premier radio *Schuter I* parvient à s'échapper, regagne Londres et est reparachuté le 27 novembre ; arrêté en février 1942, il sera décapité.

(27) Voir les rapports de la G.F.P. des 10 et 16 mars, T 501, R 108, pp. 4 et 5. J.L. CHARLES et Ph. DASNOY, *op. cit.*, t. 1, pp. 95, 97, 107 et 130.

(28) Ce que peut laisser croire Reile, chef du contre-espionnage (IIIIf) de l'*Abwehrleitstelle Paris*, qui écrit au sujet de son agent *Félix* : « (...) Lors d'une mission à Bruxelles, en décembre 1940, « Félix » entra en contact avec un groupe de résistants qui cherchaient à établir une liaison avec Londres par Montpellier, l'Espagne et le Portugal. Il observa ce groupe jusqu'à ce que celui-ci eût reçu, par cette voie, un émetteur radio d'Angleterre et commencé à envoyer ses renseignements. Sur les indications de « Félix », il ne fut pas difficile de trouver l'émetteur et d'arrêter l'opérateur avec un certain nombre de ses camarades. Ce fut la première opération de ce genre en Belgique. » Oscar REILE, *L'Abwehr. Le contre-espionnage allemand en France*, France Empire, Paris, 1970, p. 91.

encore parachutés pour le réseau : le 21 novembre 1940, *Schuter II*, représentant de commerce <sup>(28)</sup>, et le 18 février suivant *Pop*, téléphoniste de l'Aéronautique civile.

Le bon rendement de Martiny est attesté par les Anglais qui écriront, avant de connaître son terrible sort :

(...)

*Schuter established our first real information service in Belgium and sent valuable operational notes at a time when we had no other contact. We owe this agent every possible recompense.*

(...)

En mars 1942, l'ordre de mise en accusation de Berlin à l'encontre de Martiny et de 38 agents du service expose ainsi les faits :

Au début de l'année 1941, on réussit à découvrir à Bruxelles une importante organisation d'espionnage qui transmettait à l'aide d'un poste émetteur à ondes courtes, des renseignements de caractère militaire en Angleterre.

Les chefs de l'organisation étaient les inculpés Cleempoel <sup>(29)</sup> et Martiny. Cleempoel avait gagné comme collaborateurs les inculpés — suivent les noms — ce fut également Cleempoel qui les initia aux méthodes de travail de l'organisation et leur donna le mot de passe « excusez-moi » et à quelques-uns aussi un numéro.

Pour mieux se dissimuler, les membres de l'organisation s'appelaient entre eux seulement par leurs prénoms ; des renseignements furent recueillis par Cleempoel lui-même ou par ses collaborateurs ou bien ceux-ci les lui transmettaient par écrit ou oralement par l'intermédiaire de personnes recevant les renseignements communiqués par les agents. Cleempoel triait les renseignements qui lui parvenaient et les transmettait à Martiny et après les avoir recopiés. Martiny décida ensuite quels étaient les renseignements à transmettre par T.S.F. en Angleterre, il chiffrait les renseignements et les envoyait par un courrier à l'inculpé Cleempoel ou à l'inculpé Fermeus <sup>(30)</sup>. L'inculpé Fermeus se chargeait ensuite des émissions par T.S.F. en Angleterre. Six de ces émissions ont pu être captées et en plus ont été trouvés 7 cahiers contenant des textes d'émissions portant le titre « nouvelle série » et commençant le 6 mars 1941 (voir à ce sujet les rapports de la police militaire secrète du 1<sup>er</sup> avril 1941...) ; les émissions parlent de transports de troupes, d'entrepôts de munitions et d'essence, d'aérodromes, de préparatifs pour un débarquement allemand en Angleterre, du moral de la population belge, etc. Quant aux émissions venues de Londres, on n'en a trouvé qu'un petit nombre. Elles donnent des instructions à Martiny relatives au code et aux heures des émissions ainsi qu'aux renseignements que l'on désirait particulièrement savoir en Angleterre.

(...)

Une seconde réussite, une demi-réussite, eut lieu avec le parachutage, le 8 janvier 1941, du Belge *Loby*, opérateur-radio professionnel, officier de la

(28) Il s'échappe le 18 mai et regagne l'Angleterre, de même que *Pop* qui rentre en mai 1942.

(29) Agent du réseau ; ancien contact du 2<sup>me</sup> Bureau français, il crée un petit groupe qui s'adjoint à Daumerie.

(30) Radio recruté sur le terrain.

Compagnie Maritime (né en 1899), envoyé à Anvers pour y créer un service nouveau et établir des contacts radios ; il sauta d'ailleurs avec deux postes émetteurs. Il a recruté des agents mais fut arrêté le 23 avril. Son *History Sheet* mentionne qu'il fit parvenir *considerable information*. L'ordre de mise en accusation du « Groupe des 26 »<sup>(31)</sup> résume ainsi les faits :

A la mi-mars 1941, on réussit à découvrir à Anvers une organisation d'espionnage importante qui avait pour but de communiquer en Angleterre des renseignements de toutes sortes de caractère militaire intéressant les forces armées allemandes.

Un autre opérateur-radio professionnel de l'aérodrome d'Evere (né en 1910), *Albion*, fut lui aussi parachuté pour créer un réseau en Wallonie, le 9 mai 1941<sup>(32)</sup> ; il fut arrêté quelques heures après son atterrissage et fusillé le 30 mars 1942.

Il y eut enfin la grande victoire du réseau *Mill*, ingénieur de 49 ans et de son premier radio *Millstone*<sup>(33)</sup>, encore un officier de la marine marchande. Ils sont parachutés dans la nuit du 12 au 13 août 1941 en principe pour recueillir des renseignements dans la région liégeoise. Mais *Mill* fera bien plus. Avec de la chance, il développe un service qui couvrira l'ensemble de la Belgique jusqu'à la fin de la guerre<sup>(34)</sup>.



Donc, depuis 1940, un certain nombre de réseaux fonctionnent ou ont fonctionné. Emanations directes du S.I.S. (*Special Intelligence Service*), directement opérationnels et *sensu stricto* « tombés du ciel »<sup>(35)</sup>. Mais que se passe-t-il au sein de la « résistance » en Belgique ?

## LES RÉSEAUX BELGES... (1941)

Après ces créations de réseaux « extérieurs », pour la Belgique, l'étape suivante est la reprise de contact avec *Clarence*<sup>(36)</sup> qui reçoit un premier

(31) La G.F.P. annonce les arrestations dans son rapport d'activité du 19 mai 1941, voir J.L. CHARLES et Ph. DASNOY, *op. cit.*, t. I, pp. 122, 126, 133 et 134 ; jugement en juillet 1942 (10 exécutions le 11 novembre).

(32) En même temps que *Marine*, mission politique.

(33) Arrêté le 25 mai 1944.

(34) Une partie de l'activité de *Mill* est racontée dans J. DUJARDIN, *Le MNB et le Renseignement*, dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 2, Bruxelles, 1972, pp. 29-77.

(35) Nous n'avons mentionné que ceux qui sont créés avant que la Sûreté belge ne s'organise. Il y en aura d'autres, par exemple *Beaver*, parachuté avec son radio *Beaverpool*, respectivement en octobre et novembre 1941.

(36) Pour l'histoire de la *Dame Blanche* et de *Clarence*, voir H. BERNARD, *Un géant de la Résistance*, Walthère Dewé, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1971.

radio *Dewar* dès le 12 janvier 1941 (37). Ce parachutage assez précoce est logique : le réseau est bien connu puisque créé par les Britanniques eux-mêmes pendant la drôle de guerre, avec l'accord tacite des hautes Autorités belges. Il a fonctionné le long de notre frontière de l'Est et en Allemagne même. Au 10 mai, il était prêt à reprendre la place brillamment tenue par son glorieux précurseur, la *Dame Blanche* de 1914-18, dont il n'était, en somme, que la « résurgence ». Il avait, à cet effet, été doté de consignes et de moyens, notamment des émetteurs radios à faible rayon d'action. Seule la rapidité foudroyante de l'avance allemande et l'occupation totale de notre territoire l'empêchèrent de jouer le rôle pour lequel il avait été conçu. Il est donc simplement récupéré dès que la chose est possible.



Mais les groupes conçus dès 1940 et issus de l'unique bonne volonté des patriotes avides de servir restent complètement isolés au cours de ce premier hiver d'occupation. La principale raison, nous l'avons vu, est l'urgence, jointe à un réel manque de moyens. Mais pour expliquer totalement le phénomène, il faut aussi tenir compte de la méfiance classique du militaire pour le civil, du combattant vis-à-vis du vaincu dont on ignore les éventuelles arrière-pensées, du professionnel face à l'amateur peu au fait des techniques particulières du travail clandestin et qui offre une cible facile à la « pénétration » par les agents du contre-espionnage ennemi (38).

Les deux organisations les plus importantes de ce type, *Zéro* et *Luc*, et les groupuscules qui gravitent autour d'eux sont victimes de ces circonstances, victimes de l'indifférence et de la méfiance. Quand un espoir de liaison naît, il s'avère dangereux (39) ou se ferme :

J'ai été voir le type et il m'a foutu à la porte. Il m'a tenu des propos anti-britanniques, des propos hitlériens, a célébré la victoire de la Chrétienté... et m'a foutu à la porte ! Il a bien fait ! C'était le type que je devais voir mais il a été plus fort que moi et je n'ai pas pu percer sa cuirasse (40).

Dès lors, que deviennent les observations patiemment rassemblées ? En fait, comme l'écrira le responsable compétent à Londres, « la majorité des renseignements fait un cycle fermé à travers la Belgique » (41) ; pauvre destin que confirme d'ailleurs le second chef de *Zéro* : « Certains de ces courriers reviennent à *Zéro* par d'autres agents, lesquels ont dit à un type : « J'ai un moyen de... » et cela se répète et finalement le courrier tourne en rond sans que personne ne l'expédie » (42).

(37) Il sera arrêté en mars. Toujours en 41, *Clarence* recevra *Marbles* (parachuté le 7 juillet, arrêté en octobre) et *Student* (parachuté le 5 septembre ; sans contact il gagne la France en novembre et est suppléé par un radio « terrain » qui se servira de son poste et de son code).

(38) Singulièrement la section III<sup>e</sup> de l'*Abwehr*.

(39) C'est le cas notamment des filières telles *Tulipe* (voir *supra*, note 22).

(40) Expérience de *Walter*, chef adjoint de *Zéro*, entretien 1971.

(41) Nicodème, 2-4-42.

(42) Entretien William Ugeux, 1971.

Dans cette situation inconfortable, face souvent au découragement, nos services continuent à chercher des lignes vers le Sud de la France car c'est là, de toute évidence, que se trouve la solution. Pour *Luc*, c'est de là qu'elle va venir.

En effet, à Limoux, dans l'Aude, un réseau belge s'est créé autour du Capitaine-Commandant Hervé Doyen, alias *Le Révérend*, alias *Benoît* (43). Epoux d'une Française, ce qui lui facilite les choses, il dirige à sa demande l'un des dépôts de matériel de l'armée belge. *Benoît*, dans une atmosphère de demi-clandestinité (44), continue à nier le caractère définitif de la défaite ; il résiste, avec les moyens du bord et en faisant n'importe quoi pourvu que cela soit favorable aux Alliés de mai 1940 (45). Parmi ses nombreuses activités, *Benoît* s'occupe de renseignements qu'il récolte sur place, mais aussi que certains de ses envoyés tentent de venir chercher en « montant » en Belgique. L'un d'entre eux fondera le service *Tégal*, les autres alimentent des lignes au fonctionnement plus ou moins satisfaisant.

Un des courriers de *Benoît*, alias *Hiboux*, deviendra le plus régulier, traversant 24 fois la Ligne de Démarcation avant d'être arrêté en juin 1942 (46). En décembre 1940, *Hiboux* est secrétaire de *Benoît* mais cette « planque » ne lui plaît pas. Il a envie de remonter au pays avec dans la tête « l'idée de faire du renseignement ». Il effectue un premier voyage, revient à Limoux, se confie à son chef et trouve évidemment auprès de lui le meilleur accueil :

(...)

Il m'a dit alors que je travaillerais plus pour (...) mais pour lui et que nous allions travailler uniquement pour les Français et les Belges car il était à ce moment-là délégué par le 2<sup>me</sup> Bureau français dans ce but. (...) Les dates de mes voyages sont les suivantes : deuxième voyage : début mai, rentré 26 mai... (47).

(43) Volontaire de guerre passé par la Hollande en 1915. En mai 1940, il commande un groupe d'artillerie qu'il met à la disposition des Français après la capitulation. Interrogé par un commissaire à la Surveillance du Territoire à Montpellier, en novembre 1941, il déclarera : *Lorsque les troupes belges sont remontées, j'ai été désigné sur ma demande pour commander le dépôt liquidateur d'artillerie de Limoux. J'avais plusieurs raisons de rester en France, dont la principale était que j'avais été menacé par les Allemands à la Radio de Stuttgart à cause de mon rôle à partir du 28 mai (rôle particulier puisque je n'avais pas obéi à l'ordre de capitulation et que j'avais continué à faire feu après cet ordre). J'ai effectué normalement ma liquidation et je dois vous dire qu'en réalité j'ai passé la plus grande partie de mon matériel à l'armée française (postes d'écoute, postes centraux de tir contre avion, matériel de transmission) ; je continue encore à exercer la fonction de commandant du dépôt liquidateur de Limoux.* En réalité il vendra également du matériel pour alimenter les caisses clandestines de son réseau, pour le renseignement et les passages en Espagne. C'est en mars 1941 qu'il succède officiellement à *Benoît I* (Capitaine de Selliers de Moranville, pressenti pour s'occuper à Lisbonne des évasions vers le Portugal).

(44) Si bien décrite par Jean FOSTY, *Les Services belges de France*, dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, 1972.

(45) Il déclarera à l'un de ses adjoints qui gagne Londres : *Je ne suis nullement disposé à passer mon temps à administrer de vieilles capotes et des chaussures usagées. Si Londres désire que je rejoigne, je rejoindrai.* Rapport à l'Administration de la Sûreté de l'Etat, Londres, s.d.

(46) Voir *infra*, p. 113.

(47) Interrogatoire *Hiboux*, 4-12-1941, à Montpellier.

Pour l'histoire de *Luc*, ce second voyage est capital car le service va enfin être « raccroché » par *Benoît* qui, lui-même, établit puis multiplie les relations avec le Portugal (48).

En fait, ce n'est pas avec *Luc*, dont il ignore plus que vraisemblablement l'existence en tant que Service déjà organisé, mais avec l'un de ses « patrons », Henri Bernard, que *Hiboux* prend le premier contact (49). Evidemment, cela se fait avec l'approbation de Leclercq et Cauvin, les deux autres chefs historiques du réseau aussitôt mis au courant. A partir de ce moment la collaboration sera réelle entre *Benoît* et *Luc*, le second devenant le meilleur fournisseur du premier, tout en conservant bien entendu sa complète indépendance. La liaison se fait d'ailleurs dans les deux sens puisqu'un membre important de *Luc* — adjoint de l'Attaché militaire belge à Paris avant l'invasion — menacé par les Allemands, quitte la Belgique et devient l'adjoint de *Benoît* :

De cet accord (50) il résultait que le Service *Benoît* travaillait pour *Luc* avec tous ses moyens ; que, quoique étant plus ancien officier que Doyen, ce dernier resterait le chef en titre, que je serais son *alter ego* et co-dirigeant. J'entrai en fonction le 15-5-41. (...)

J'ai aussitôt dépêché à *Luc* un courrier en Belgique pour aviser *Luc* de mon installation à Limoux et des dispositions qui avaient été prises (...) Vers la fin mai tout le courrier du Service *Luc* était acheminé par notre intermédiaire. (...) (51).

Les courriers vont et viennent au mépris du danger que représente ce métier très spécial (52). Nous avons — et le fait est très rare *pour cette époque* — trois traces, trois documents qui attestent le bon fonctionnement relatif à la transmission. Le premier est une note de *Benoît* à la Sûreté en date du 24 juillet 1941. On peut y lire :

1. Parachutés : Organisation *Lux* (53) demande d'urgence argent, plaquettes et pastilles incendiaires, matériel radio. Prière me fixer ou fixer *Lux* sur jour et heure lancement (54). Terrain limité par hameau de 941 - 104 - 910... (55).

(48) Nous ne pouvons évidemment étudier ici le rôle capital de ces « Antennes » de la Sûreté qui justifie une étude indépendante.

(49) *Benoît*, dans une note au Portugal en date du 18 janvier 1942, écrira à propos de Bernard : *mon correspondant direct*, et dans son rapport à Londres il dira au sujet de *Luc* (1-8-1942) : ...il m'envoya régulièrement des renseignements en m'assurant l'exclusivité.

(50) Rapport d'activité, 1948.

(51) A cette époque où nombre de militaires respectent encore les formes, cet arrangement se fait avec l'accord du général Denis, Ministre de la Défense nationale depuis juin 1936 ; il n'a pas gagné Londres et fait partie de ceux que l'on appelle en jargon de Renseignement les *Oncles*.

(52) Le premier courrier porteur de documents destinés à *Luc* sera arrêté à la Démarcation le 30-11-1941 ; il sera fusillé le 13-3-1944. Il inaugure une liste qui sera longue avant la Libération.

(53) A cette époque, pour une raison ignorée, *Luc* est souvent écrit de cette manière.

(54) Bien entendu ce parachutage n'aura pas lieu, la RAF ne se risquant pas dans ce type d'opération « improvisée ».

(55) Le principe de ce code est extrêmement simple si on le compare aux systèmes beaucoup plus sophistiqués qui lui succèdent. Il est basé sur un texte « innocent » de 99 mots, appris par cœur : « Vous avez bien voulu nous soumettre une proposition... ». Le premier mot devient 01, le dernier 99 ; pour transcrire une lettre il suffit de la situer à l'intérieur du mot, ainsi on peut écrire « U » 013 (vous) ou 043 ou 045 (voulu), etc...



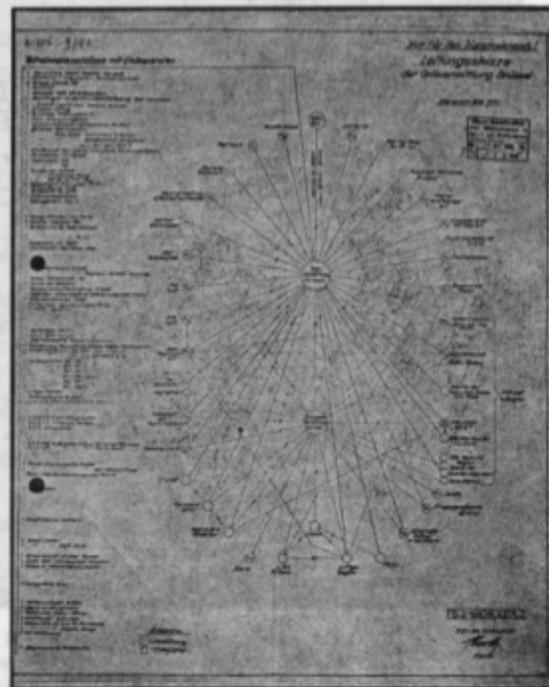
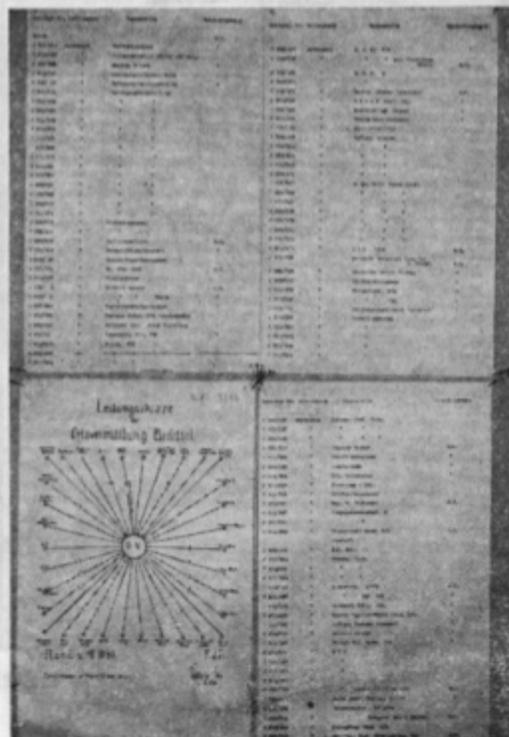
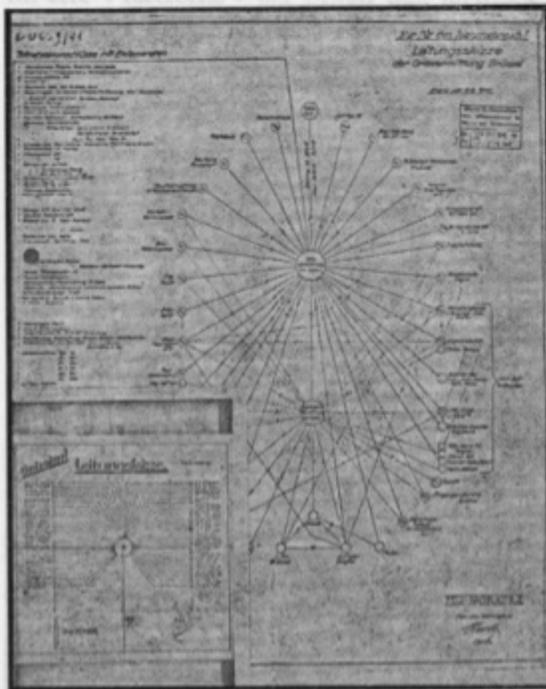


Planche III.

Le second texte est d'un intérêt particulier car il porte le cachet « B » de *Benoît* et émane de l'agent VN5 qui sera le chef de *Luc* à partir de février 1942 ; il concerne aussi les parachutages (56).

Nous avons enfin conservé un jeu de 25 photographies des plans du réseau téléphonique allemand transmises par *Luc* en septembre 1941. Elles sont envoyées par *Benoît* en annexe à sa note de Renseignements R 18<sup>B</sup> de la mi-octobre et enregistrées à Londres le 23 novembre (planche 3) (57).

En résumé, les échanges se produisent, les documents parviennent à Londres (57bis) — même s'ils sont peu nombreux et si les délais sont importants —, le relais est assuré par l'Antenne de la Sûreté au Portugal vers l'Angleterre (58), des directives sont données à *Benoît* qui « répercute » et fait en outre parvenir en Belgique un peu d'argent à *Luc* : 25.000 frs en mai, 35.000 en juin (59).

Mais le système est en fait peu satisfaisant car le réseau *Benoît* présente, pour Londres comme pour le « terrain », trois graves défauts. Tout d'abord il est lié au 2<sup>me</sup> Bureau français et ne s'en cache pas d'ailleurs, estimant que les facilités dont il peut bénéficier valent bien le risque (60). Le 2<sup>me</sup> Bureau

(56) Voir planches I et II ; pour VN5 voir *infra*, pp. 89 et 94 à 114.

(57) *Benoît* en fera parvenir au moins 23 ; la note R2 est datée du 7-6, la R8 du 8-10. Il faut donc, semble-t-il, un mois au moins avant qu'un renseignement parti de Li-moux soit exploitable à Londres, plus de deux mois après son départ de Belgique. Après l'arrivée du chargé de mission *Dewinde* (voir *infra*), les délais seront raccourcis (entretien « *Dewinde* », 1979).

(57bis) L'un d'entre eux est mentionné par H. BERNARD, *op. cit.*, p. 80 : « En janvier 1941, alors que ces services étaient dans l'enfance, le docteur Louis Bourguignon, agent de *Luc* à Charleroi, apportait à ses chefs la nouvelle suivante : des fabriques de vêtements du Hainaut avaient reçu des commandes totalisant plusieurs dizaines de milliers d'uniformes coloniaux pour la Wehrmacht. Il n'y avait à l'époque aucune unité allemande en Afrique. Bourguignon s'était assuré du fait que ces commandes n'étaient pas pour les Italiens. Ceux-ci avaient en Belgique leurs propres Commissions destinées à l'achat des fournitures pour leur pays. Disons, en passant, que les services allemands commirent là une grave faute, du point de vue « sécurité ». Ils auraient dû faire transmettre leurs commandes par les collègues italiens. La nouvelle fut communiquée à Londres. Deux mois plus tard, les premières unités de l'Afrika-korps débarquaient à Tripoli. En 1942, ce grand seigneur des services secrets qu'était Sir Claude Dansey, disait à l'un des anciens chefs de *Luc* : « Votre message fut l'un des premiers recoupements sérieux concernant une présence soudaine des Allemands en Libye ».

(58) Soit, en code, à *Maud* via le Chevalier *Servant* (Lisbonne). Le nom code du chef de Poste à Lisbonne est « Le Chevalier *Servant* » ; il s'agit d'un substitut du Procureur du Roi envoyé par l'Administrateur a.i. de la S.E. au début juillet 1941 avec comme couverture celle de conseiller juridique de la Légation. L'agent de la Sûreté restera à Lisbonne jusqu'à Noël 1941 puis sera rappelé à Londres en raison des menaces d'invasion de l'Espagne.

(59) Document établi par la Sûreté de l'Etat. Il en résulte que *Luc* recevra par ce canal 221.000 FB jusqu'en février 1942, somme à laquelle il faut ajouter 43.000 FB qui ne lui parviendront pas suite à l'arrestation d'un courrier (voir *supra*, note 52).

(60) Extrait d'un interrogatoire de l'adjoint de *Benoît* (Londres, 8-5-1942) : « Nous avions par exemple des fausses cartes d'identité françaises qui nous permettaient de circuler librement (en zone libre). D'autre part, il est arrivé deux ou trois fois que nos courriers aient été arrêtés par les autorités françaises. Grâce à nos relations avec le 2<sup>me</sup> Bureau, ces courriers n'ont pas été inquiétés... ». Ce 2<sup>me</sup> Bureau fait peur et est même qualifié parfois de « collaborateur » (par l'agent *Dewinde* par exemple). Voici évidemment une accusation grave ; mais elle doit être replacée dans son contexte. Le « Deuxième Bureau » quand on en parle ici est une pure abstraction, un terme

a donc connaissance de tous les renseignements descendant de Belgique et en conserve parfois une partie à son seul profit effectuant un véritable « filtrage » <sup>(60bis)</sup>. D'autre part, les membres de *Benoît* vivent ainsi, dans le Sud de la France, une existence qui n'est que semi-clandestine. Elle rendra ridiculement facile les arrestations massives et les visites et perquisitions domiciliaires de la fin 1941. Cette situation ne laisse pas d'inquiéter. Enfin, avant de les transmettre, *Benoît* résume les indications qui lui sont fournies et envoie tout sous son nom, faisant disparaître la mention de ses sources <sup>(61)</sup>, ce qui rend difficile l'appréciation et impossibles les nécessaires recoupements. *Benoît* croit détenir une sorte de monopole. Il a tort : il y a plusieurs mois que le gouvernement belge de Londres a pris la décision d'envoyer des chargés de mission qui, nous allons le voir, vont singulièrement limiter son rôle.

## LES MISSIONS LONDONIENNES . . . (été-automne 1941)

### *Dewinde et Sabot*

Le premier envoyé officiel de la Sûreté est le Capitaine aviateur (observateur) *Dewinde*, parachuté — sans radio — le 13 juin 1941 <sup>(62)</sup> en Belgique. C'est un ingénieur, officier de réserve ; il a 40 ans. En fait son arrivée va avoir une énorme influence sur un plan pratique mais surtout peut-être sur un plan psychologique. Bien sûr, nous l'avons vu, il n'est pas le premier à être largué au-dessus de la Belgique ou du Nord de la France. Mais il est le premier chargé de mission belge à prendre directement contact avec les groupes spontanément constitués, *Zéro* et *Luc*. Son formulaire de reconnaissance au statut d'Agent de Renseignement et d'Action mentionne qu'il est « parachuté de Londres avec mission de coordonner les organisations déjà existantes (dont *Benoît*) et d'y apporter toutes les modifications nécessaires en conformité avec son mandat » <sup>(63)</sup>.

---

général qui recouvre les différents services qui travaillent organiquement pour Vichy et pâtissent de la mauvaise réputation du régime même quand ils agissent pour la « bonne cause ». Notons que d'après *Dewinde* les contacts avec le 2<sup>me</sup> Bureau n'étaient pas indispensables, notamment pour se fournir en faux papiers (Entretien *Dewinde*, 1979).

(60bis) Selon *Dewinde* (Entretien, 1979).

(61) *Zéro* ira même jusqu'à déclarer que sur de nombreux documents établis par lui, ou le Service qu'il dirigeait, on a substitué à sa signature ou à son indicatif le nom d'autres services (...). Il cite *Benoît* parmi les auteurs de ces substitutions (Note Londres, 25-7-1944).

(62) Major dans le corps des Agents de Renseignement et d'Action. Espérant s'engager dans la RAF il a quitté la Belgique le 30 janvier 1941. Il rentrera à Londres le 24 novembre 1941 et sera parachuté pour une nouvelle mission d'information en novembre 1942 (retour en mai 1943).

(63) Nous possédons la preuve absolue qu'il s'agit bien d'une mission belge grâce à une lettre du 18 juin 1941 de l'Administrateur de la Sûreté au Major Page (correspondant belge du *Secret Intelligence Service*). Ne pouvant entrer en contact avec *Dewinde* comme prévu, la Sûreté se trouve bien obligée d'informer les Britanniques, de demander leur aide et de donner le code : (...) *I enclose also the code system. As*

Ce rôle d'information et de coordination est celui que l'histoire retiendra. Pourtant son ordre de mission établi le 3 juin lui fixe d'abord comme but « d'établir en France une voie de communication stable pour colis »<sup>(64)</sup> (...) et de « rechercher le contact avec Barcelone pour harmoniser passage frontière et voyage en Espagne ».

Ce qui, dans les faits, sera le plus important dans cette mission ne vient qu'en troisième rang<sup>(65)</sup> :

III. Créer une chaîne de documentation renseignements courrier spécial Belgique - Montpellier (...) en trois ou quatre relais dont l'aboutissement pourrait être Montpellier, tantôt en direction de la valise (diplomatique) anglaise de Barcelone, tantôt Lyon en direction de Lagrange<sup>(66)</sup>.

On voit que s'il est le premier « londonien » à prendre contact avec les Services de Belgique, particulièrement *Zéro* et *Luc*, ceci n'apparaît pas explicitement comme le but principal. L'expression d'Henri Bernard quand il dit qu'il fait « somme toute un inventaire des réseaux »<sup>(67)</sup> est donc particulièrement heureuse. S'il devient pour eux un guide et pour Londres un observateur combien précieux, il ne semble pas que l'on ait, au départ, mesuré pleinement les services qu'il allait rendre en ce domaine.

En effet, la difficile situation de la Sûreté belge au moment du parachutage de *Dewinde* est parfaitement résumée dans une note de Londres du Capitaine Nicodème, responsable du Renseignement à la Sûreté de l'Etat (23 janvier 1943)<sup>(68)</sup> :

Depuis le début de l'année 1941, la SURETE DE L'ETAT qui avait été chargée d'organiser les Services de Renseignement, liaisons, passages et...<sup>(69)</sup> avec notre pays ne disposait que de moyens de communications terrestres.

De nombreuses bonnes volontés s'étaient manifestées dans différents milieux, mais de façon fort décousue. Dans ces différentes sphères, il n'existait aucune coordination ; aucune directive précise ne parvenait des milieux gouvernementaux si bien que tous ces efforts restaient stériles.

---

*you see, it is based on the « Dictionnaire Larousse », édition 1940. I have only one in my possession, and I am very sorry not to be able to have one I could hand over to you. Perhaps you might, if need be, easily find one in one of your departments.*

(64) C'est-à-dire les évadés.

(65) Le point I consiste à prendre un contact personnel.

(66) Jacques Lagrange ; avec Georges Oreel (employé au Consulat de Belgique, voir *infra*, p. 93), il jouera un rôle capital tant dans le domaine de l'évasion que dans celui de la transmission du Renseignement. Lagrange a été appelé en août 1940 par le Consul Général des U.S.A. à Lyon à s'occuper des questions belges. Recruté par *Dewinde*, il ne tarde pas à s'occuper des services secrets et particulièrement des « évadés » (plus de 500) auxquels il procure des passeports falsifiés et autres documents de transport (ce sera le cas pour Leclercq et Cauvin, voir *infra*, p. 92). Arrêté par la police vichysoise le 19 octobre 1942, il parvient à s'évader le 13 novembre et à gagner clandestinement la Suisse.

(67) Entretien 1974.

(68) Non signée, mais c'est l'hypothèse la plus plausible. De plus la note porte la référence N.D.

(69) Mot illisible.

D'autre part, tant en France qu'en Belgique, nombreux étaient ceux qui se prétendaient dûment mandatés.

(...)

En Belgique, des personnes de tout premier plan étaient parvenues à regrouper un grand nombre de bonnes volontés et, touchant à tous les milieux, après des efforts lents et patients, elles avaient pu créer une organisation de renseignements de tout premier ordre (organisation Zéro). D'autres dirigèrent spécialement leur activité vers les renseignements militaires (organisation Lux) (70).

En outre de nombreuses organisations de moindre importance et ne couvrant pas la totalité de notre pays se manifestèrent de différentes façons (...)

Tous les collaborateurs étaient convaincus que les renseignements qu'ils donnaient parvenaient au Gouvernement belge de Londres mais ignoraient la voie suivie pour l'acheminement. En fait la presque seule et unique voie qui était utilisée était formée par des émissaires envoyés soit par le 2<sup>me</sup> Bureau français, soit par des officiers belges se trouvant en France occupée au moment de la capitulation française mais travaillant en liaison directe et probablement pour le compte du 2<sup>me</sup> Bureau français. Grâce à la protection du 2<sup>me</sup> Bureau français, certains purent justifier leur présence en France libre. C'était donc plus qu'une tolérance, c'était un accord. Il était incontestable que tous les renseignements obtenus étaient transmis au 2<sup>me</sup> Bureau français (Service Benoît).

(...)

*Dewinde* est donc parachuté, seul, le 13 juin. Le 19 déjà, il fait parvenir à une adresse convenue ce que l'on appelle une « lettre innocente » signée Georgette, qui est intéressante notamment pour le premier jugement qu'elle émet sur la personnalité de *Benoît*.

Le 19-6-41.

Cher Ami,

J'ai le plaisir de t'informer que je suis en bonne santé. Arrivée ici depuis quelques jours mon voyage s'est très bien passé. A l'occasion, remercie les amies (71) qui m'ont aidée car c'était parfait.

J'ai trouvé ici tout le monde en bonne santé avec tous les farceurs habituels dont le Doyenné (72) qui se gonfle outre mesure surtout auprès des étrangers.

Le ravitaillement n'est pas épatant ; plus guère de viande, pas de patates,...

(...)

Il paraît que Suzanne (73) a dû être hospitalisée tandis que Joseph est à la campagne mais toujours le même, prêt à rendre service.

Il fait beau ici (...) on a eu de la pluie (...).

Denise n'est plus intéressante. Je lui préfère Jeannette (74).

(...)

Reçois mes bonnes amitiés.

Georgette.

(70) Cette vision des choses n'est que partiellement exacte car elle laisse supposer un choix délibéré. En réalité il y a chez Zéro, du point de vue politique, « des personnes de tout premier plan » et à Luc bon nombre de militaires. Les circonstances ont donc favorisé une certaine spécialisation mais tous s'intéressaient à tout.

(71) R.A.F.

(72) Benoît.

(73) Agent de liaison qui lui avait été conseillée : elle est arrêtée tandis que Joseph (très important agent de liaison de Roubaix), recherché, a dû se cacher : il est « à la campagne ».

(74) Nom de code de deux « boîtes postales » à Montpellier.

(75) Installé à Montpellier, *Dewinde* prend donc ses premiers contacts en zone non-occupée, sans toutefois rencontrer *Benoît* vis-à-vis duquel sa position est évidemment délicate, et difficile car rien ne les rapproche.

Dès le 25, il rédige un premier rapport essentiellement basé sur de « longues conversations avec Barnabé » (76). Voici ce qu'il écrit à propos du renseignement :

Le capitaine *Dewinde*  
à l'Administration de la Sûreté de l'Etat.

(...)

**RENSEIGNEMENTS**

*Recherche* : Il apparaît que ce service est bien organisé et doit pouvoir donner des résultats (...). Je donnerai également les directives demandées quant à la nature des renseignements demandés par vous.

(...)

*Transmission* : Celle-ci est incontestablement mauvaise puisque dépendant uniquement du 2<sup>m</sup>e Bureau français.

(...)

J'ai pu obtenir l'appui de Monsieur LAGRANGE (76) occupé au Consulat américain de Lyon (...).

La descente ici se fera par courriers spéciaux de l'organisation POL (77).

Ce long rapport (7 pages), établi à Montpellier sur un témoignage, ne parle pas encore de *Luc* (78). Il est cependant intéressant car il indique clairement la méfiance vis-à-vis de *Benoît* et jette les premières bases de la « ligne Dewinde » qui fonctionnera plus tard avec une régularité presque parfaite : Bruxelles - Roubaix - Paris - Ligne de Démarcation - Lyon.

Mais *Dewinde* ne peut se contenter de ce genre de données de seconde main. Il faut qu'il se rende sur place, qu'il « remonte » en Belgique.

Il séjourne à Bruxelles, entre le 30 juillet et le 4 août, puis entre le 25 août et le 8 septembre. C'est l'époque des premiers contacts directs avec *Luc* (« C'est pour me mettre en rapport avec eux que j'ai fait (en partie) mon second voyage en Belgique »).

(75) C'est-à-dire *Zéro*.

(76) Voir *supra*, note 66.

(77) Groupe de Roubaix.

(78) Mais uniquement de *Cim.*, c'est-à-dire *Zéro*. Toutes les organisations se touchent par *Cim.* abréviation de *Cimetière*, traduction littérale du nom du fondateur de *Zéro*, Fernand Kerkofs.

Le 14-9-41 (79).

Le capitaine *Dewinde* à l'Administration de la Sûreté de Londres.

(...)

Service de Renseignements

J'ai pu obtenir en Belgique le concours de deux organisations s'occupant spécialement de la « Recherche du renseignement ». La première, JEF (80), a monté tout un réseau pour les branches diverses : militaires, économiques, industrielles, politiques, intérieures, etc. Elle a obtenu dans chacun de ces domaines l'aide de personnalités de premier plan. Le réseau fonctionne avec doublement à la tête. Le courrier quitte Bruxelles chaque samedi et est acheminé par une voie sûre (Paul) jusqu'au relais d'ici, où il arrive le jeudi soir. Le départ d'ici se faisant le jeudi matin (habituellement), j'ai demandé que l'on fasse l'impossible pour écourter le parcours d'un jour, et gagner ainsi une semaine sur le parcours total.

La seconde, LUX, s'occupe surtout de renseignements militaires et a à sa disposition outre de nombreux militaires de tout grade, des fonctionnaires de tous les départements ministériels, des provinces et des communes. Elle fournira également des renseignements sur les organisations pro-boches et les traîtres.

Jusqu'à présent son courrier partait vers Doyen où comme je vous l'ai dit plus haut il était communiqué au 2<sup>me</sup> B. F.

LUX n'était d'ailleurs pas rassuré sur la destination donnée aux renseignements qu'ils envoyaient.

C'est pour me mettre en rapport avec eux que j'ai fait (en partie) mon second voyage en Belgique.

Comme beaucoup d'autres ils ont été heureux de voir quelqu'un arrivant de « là-bas » et qui pourrait leur donner des instructions précises. Ils m'ont promis de renouveler tous les envois des deux derniers mois.

Dorénavant leur courrier partira par la même voie que celui du service JEF. LUX était quelque peu découragé, car ils n'avaient encore vu aucun de leurs renseignements exploités. C'est d'ailleurs le cas de beaucoup de Belges. Ils croient leur dévouement inutile, parce qu'ils ne voient aucune suite à leurs envois (81).

(...)

Il serait bon qu'au reçu de la présente vous télégraphiez à JEF (soit par l'I.S. ou par *Cleveland*) (82) pour le féliciter. Dites-lui qu'il félicite également LUX de votre part et demandez-leur de continuer tous deux par la voie DEWINDE.

A noter que JEF ne veut travailler que par mon service et qu'il refuserait de continuer à travailler avec nous (il irait à l'I.S.) si d'autres émissaires arrivaient à détruire ce que j'ai monté.

(...)

(79) Enregistré à la Sûreté de Londres le 29-10.

(80) *Zéro*.

(81) Ce sera le cas de bon nombre de réseaux dont les agents, ne voyant aucune suite immédiate à la grande majorité des renseignements qu'ils donnent, se demandent à quoi ils servent ! Ils n'ont ni le « boum » du saboteur ni le « merci » de l'hébergé comme récompense à leurs efforts. Ce n'est que bien normal car si les renseignements sont indispensables pour connaître la puissance de l'ennemi, son ordre de bataille, ses mouvements, ses moyens de communication et d'acheminement des renforts, son potentiel industriel..., son moral ou les divers soutiens qu'il reçoit de la collaboration, tout cela sert, en définitive, plus d'un point de vue stratégique que tactique ; en vérité tout tourne autour du jour « J », de la fixation de sa date, de son lieu, de sa préparation. Mais allez donc expliquer à celui qui risque sa vie pour donner les plans d'un pont ou d'un nœud ferroviaire qu'il ne sert pas à grand-chose de les détruire prématurément !

(82) C'est-à-dire le service *Clarence* qui est le seul, à ce moment, à posséder un contact radio.

La situation est donc claire : le courrier *Luc* suivra dorénavant le même chemin que celui de *Zéro*, cette « voie Dewinde » dont il est question dans ce rapport (Bruxelles - Roubaix - Paris - Lyon) <sup>(83)</sup>. Le contact entre les deux réseaux se fera par l'intermédiaire du Lieutenant Cuvelier <sup>(84)</sup>, ami de *Dewinde* qui, membre de *Luc* est « désigné », selon le premier chef de *Zéro*, comme « agent de liaison permanent ». Grâce à lui, les relations seront régulières <sup>(85)</sup> et sans heurts car il est parvenu à vaincre les dernières réticences des chefs de *Luc* <sup>(86)</sup>.



Tout s'organise donc en Belgique mais le ciel est lourd au-dessus de Limoux. *Benôit* qui se considère comme le « patron » des services secrets en Belgique s'inquiète de la venue de *Dewinde*. Les deux hommes se rencontrent le 13 septembre pour la première fois ; on devine dans quel climat. Il s'en suivra toute une série de démarches de part et d'autres tant auprès de l'Antenne Portugal qu'auprès de la Sûreté pour tenter de résoudre le problème des compétences respectives. En fin de compte quand *Dewinde* quitte le terrain, rien n'est encore réglé de manière officielle mais sa ligne fonctionne régulièrement pour *Zéro* comme pour *Luc*. Elle va être reprise par un nouvel envoyé, *Sabot*.



*Sabot* accompagné, enfin <sup>(87)</sup>, d'un radio, *Speed*, est parachuté en France dans la nuit du 3 octobre 1941 <sup>(88)</sup>. Universitaire, officier de réserve, 35 ans, il a refusé la captivité, s'évade en juin 1940, passe en France en juillet, en Espagne en avril 1941, en Grande-Bretagne le 20 juillet. L'Administrateur de la Sûreté est l'un de ses amis. A sa demande, il accepte de retourner en France. Londres, ignorant ce qui s'y passe, rédige un ordre de mission assez

(83) C'était déjà, en partie, l'ancienne ligne *Zéro* mais elle est maintenant améliorée et officialisée.

(84) Il jouera encore un rôle très important dans la suite (voir *infra*, p. 95).

(85) Nous en possédons deux preuves : une note de *Zéro* à *Dewinde* (12-8) : (...) *courrier partira donc tous les samedis (sauf celui-ci qui part le jeudi 14-8 à cause de l'Assomption (...))* ; et un ordre de ramassage de courrier du même *Zéro* : (...) *Faire remettre le courrier 81 (Namur) par 15 (?) le vendredi matin. Prendre en passant le courrier Luc (...)*.

(86) Somme toute assez légitimes : *Oui ! Ils vont prendre nos renseignements et dire que c'est eux qui les envoient...* (Entretien Cuvelier, 1973).

(87) *Dewinde* n'était jamais parvenu à établir de liaison radio ; il devait se procurer, dans un dépôt du Sud de la France, un émetteur — ce qui ne se réalisera pas. Il possédait aussi une adresse à Bruxelles, sans doute *Clarence*, mais fut éconduit : *... à Bruxelles à l'adresse que vous m'aviez donnée là-bas. Ils n'ont pas voulu me reconnaître malgré trois tentatives différentes* (Rapport *Dewinde* à la S.E., 14 août 1941).

(88) La même nuit que Cassart en Belgique (voir *infra*, p. 60). *Sabot* est un diminutif du mot *sabotage*.

confus et lui confie des tâches qui ne seront pas entreprises <sup>(89)</sup>. Mais une volonté est claire :

1° Faire connaître à nos organisations existantes que nous désirons séparer nos lignes de renseignements et nos chaînes de colis.

Remarquons tout de suite que ceci ne saurait évidemment plaire à *Benoît*, qui s'est toujours occupé de tout, du renseignement comme de l'évasion. Pour le reste, et c'est bien là l'essentiel, *Sabot* doit, bel et bien, *succéder* immédiatement à *Dewinde* dont le retour était d'ailleurs prévu <sup>(90)</sup> : ce dernier recevra dès le 7 le câble :

PARTIR DES QUE VU SABOT QUI VOUS REMPLACERA ET COORDONNERA D'APRES EXIGENCES ACTUELLES. RENTREZ LE PLUS VITE POSSIBLE (...).

et, toujours de Londres, le 9 :

ESPERONS AVEZ VU VOTRE REMPLAÇANT QUI DOIT COORDONNER SERVICES POUR TRAVAILLER EN PARALLELE CHEFS SE CONNAISSANT SEULS (...).

Au surplus, *Sabot* est porteur d'une délégation de pouvoir signée Gutt, Ministre de la Défense nationale, très claire sur ce point : « ...remplace le Capitaine Dewinde appelé à d'autres fonctions » <sup>(91)</sup>. Le premier message *Sabot-Speed* date du 8 :

« URGENT »

UN DU HUIT. BIEN ARRIVES MAIS A REUILLY PRES VIERZON (...). VU BENOIT. ENTENTE PARFAITE (*sic*) AVEC TOUS (...) BELL <sup>(92)</sup>. SPEED.

Immédiatement *Sabot* a rencontré tous ceux qu'il doit voir dans le Midi et, bien entendu, *Dewinde* et *Benoît*. Il rédige son premier rapport le 15. On peut y lire :

(...)

#### *Service Renseignements*

En Belgique il y a plusieurs organisations notamment Lux - Cim - Dame Blanche <sup>(93)</sup> - Intelligence Service. Ces organisations évacuaient par Doyen. Lorsque Dewinde est remonté en Belgique il a été mis en contact avec Lux et Cim. Ceux-ci ont évacué par lui pour éviter Doyen qui passe une partie de ses renseignements au 2<sup>me</sup> Bureau français (*Benoît* m'a dit qu'il ne passait aux Français que des renseignements militaires). De là, concurrence et dispute entre *Benoît* et *Dewinde*. J'estime que tous les deux ont très bien travaillé, sans compter leur travail et leur peine,

(89) Par exemple : *Mise en route d'un service de renseignement en Suisse* ou *Démarches pour obtenir des passeports de Monaco*.

(90) Sa mission était prévue comme de courte durée ; seules les circonstances l'empêcheront de repartir immédiatement.

(91) Il s'agit, avant tout, de faire rapport ; il repartira ensuite en mission (voir *supra*, note 62).

(92) *Security check* : *Speed* doit insérer ce mot dans ses messages codés pour montrer qu'il est libre et n'agit pas sous contrôle.

(93) *Luc*, *Zéro* et *Clarence*.

mais ils ont tous deux le même défaut, surtout Doyen<sup>(94)</sup> : « égocentristes ». Si vous pouvez le faire, je crois qu'ils mériteraient tous les deux soit une promotion soit une distinction. Comme Dewinde partait j'ai mis Benoît comme grand patron ; il en est très flatté et je crois que son activité redoublera. Vous avez donc Sabot en veilleuse : cela ne décourage pas celui-ci qui ne s'occupe que de l'intérêt général.

(...)

*Sabot*, bon psychologue, a bien jugé la situation mais en tire mal les conséquences possibles. Certes, si *Dewinde* repart, mission accomplie, voilà en effet une cause de friction sur le point de disparaître. Mais, *Benoît* se retrouve être, *tout au moins en apparence*, le « grand patron » ; et, ravi de son autorité affermie, il va immédiatement en user, et en abuser, après avoir fait connaître sa joie à Lisbonne, qui a toujours pris son parti<sup>(95)</sup> :

(...)

5. SABOT : Veuillez considérer toute ma correspondance antérieure (...) comme non avenue en ce qui concerne l'isolement matériel et moral. Je reçois à l'instant la visite de Sabot. Entente complète. Sommes extrêmement contents<sup>(96)</sup>.

C'est fort de cet appui que *Benoît*, pour la première fois, va remonter en Belgique profitant d'une certaine ambiguïté à son égard dans la mission *Sabot*<sup>(97)</sup>. Il est hors de doute que l'on se méfie de lui, ou plutôt surtout de ses relations avec les Français. Il faut donc le mettre en veilleuse<sup>(98)</sup> mais en douceur, en ménageant sa susceptibilité et en le maintenant sur place car il devrait pouvoir constituer une excellente couverture pour les lignes qui viennent d'être mises en place par *Dewinde*. A ce propos, on écrira à Londres :

(...) si nous étions parvenus à inculquer aux dirigeants de ce service un esprit de discipline, ce service aurait constitué pour toutes nos organisations actives se trouvant en France un magnifique camouflage donnant un certain nombre de renseignements peu intéressants qui n'auraient pas mis en éveil l'attention des autorités françaises sur les autres services existants. L'exécution de ce programme s'est révélée impossible par suite de la position prise par le Commandant DOYEN en face du délégué muni de pleins pouvoirs du Ministre de la Défense Nationale<sup>(99)</sup>.

C'était évidemment compter sans le caractère dominateur de *Benoît*, le précurseur, qui bondit sur l'occasion d'effectuer ce voyage qu'il voulait entreprendre depuis longtemps, comme le prouve cette note à Lisbonne du 14 septembre :

(94) Ce « surtout Doyen » n'est pas venu directement sous la plume de Sabot qui l'a ajouté par après, ce qui apparaît à la lecture du manuscrit.

(95) Allant jusqu'à lui confier des missions qui dépassaient complètement le cadre des pouvoirs de Lisbonne (Note de Nicodème, « L'année 1941 », 2-4-1942).

(96) Réponse de Lisbonne : (...) Suis heureux constater mes craintes concernant Sabot s'être avérées mal fondées (24-10-1941).

(97) Il ne faut pas perdre de vue que quand *Sabot* part, le 3 octobre, le rapport *Dewinde* du 14 septembre (voir p. 52) n'est pas encore arrivé à la Sûreté qui est donc mal au courant de ce qui se passe sur le terrain.

(98) Voir *supra*, pp. 47 et 51.

(99) Note sur l'Année 1941 (du 2-4-1942) indiquée M/Du.

(...)  
 7. VOYAGE EN BELGIQUE. Je compte aller personnellement en Belgique pendant un mois à partir du début d'octobre, un regroupement des S.R. devenant nécessaire.

Le 6 octobre, le jour même de son premier entretien avec *Sabot*, il annonce à ce dernier son départ imminent<sup>(100)</sup>. Lors de cette entrevue, « l'agent de la Sûreté a été pris de court »<sup>(101)</sup>. *Sabot* est un « saint »<sup>(102)</sup> qui ne voit l'intrigue nulle part et un conciliateur né, nous le verrons lors des difficultés survenues au sein de *Luc* en 1942. Non seulement il ne s'oppose pas à ce voyage intempestif de *Benoît* mais il promet de plus de lui faire parvenir la délégation de pouvoir qu'il tient du Ministre de la Défense nationale<sup>(103)</sup>.

*Benoît* va donc pouvoir dissiper « le trouble profond ressenti dans tous les services par l'arrivée de (*Dewinde*) ». On conçoit la surprise de ce dernier à l'annonce de ce départ car, pour lui, ce sont ses services — à lui *Dewinde* — que *Benoît* est parti contacter. Il demande donc à *Sabot* « une copie de son ordre de mission » et une lettre le chargeant, lui *Sabot*, et lui seul, « de faire en Belgique le rapprochement des services *Zéro* et *Luc* à son profit »<sup>(104)</sup>. *Benoît* est à Bruxelles le 10 octobre<sup>(105)</sup>, *Dewinde* le 19.

A Londres, en raison de la lenteur des communications, on ignore ces va-et-vient. La Sûreté apprend d'abord, par Lisbonne le 24 octobre, le second départ, celui de *Dewinde* qui, bien que non prévu à la veille de son retour en Angleterre, peut tout de même s'expliquer.

SABOT (...) DIT PAS ENCORE CONTACT REGULIER RADIO  
 AVEC VOUS STOP DEWINDE EST REMONTE THEATRE<sup>(106)</sup>  
 MAIS ARRIVERA ICI DANS HUIT JOURS.

Le 27, la nouvelle est confirmée par *Sabot* qui a enfin trouvé<sup>(107)</sup> le contact :

(...)  
 DEWINDE PARTI BELGIQUE REMET SES SERVICES A MON  
 PROFIT.  
 (...)

(100) Ne tenant pas compte, ou n'ayant pas connaissance, de l'avis de Lisbonne qui, dans un câble à Londres du 3 octobre, affirme lui avoir défendu : *Ai appris par lettre du 27 que Benoît voulait se rendre Belgique cinq octobre Ai cru bien faire lui interdire par télégramme et propose envoyer adjoint.*

(101) Ce sont les termes employés par l'Administrateur dans une lettre au Premier ministre le 8 mai 1942.

(102) L'expression est de H. BERNARD, *op. cit.*, p. 70.

(103) Elle lui parviendra à Bruxelles le 25 octobre. Selon une note de *Dewinde* à l'Administration (s.d.), elle devrait, dans l'esprit de *Sabot*, servir uniquement à obtenir de l'argent.

(104) Rapport de *Dewinde*, s.d. (début 1942).

(105) Il ne rentrera en France que le 18 novembre.

(106) Belgique.

(107) Rapport *Sabot*, n° 2, 24-10 : *Speed est toujours à Limoux. Il a tout essayé pour obtenir le contact avec vous mais en vain. Aujourd'hui jeudi 23/10 et samedi 25/10 il essaiera d'un refuge situé à Carcassonne. S'il n'a pas de contact il viendra ici à Montpellier lundi prochain...*

L'accord de Londres vient le 31 :

(...)

TRES BIEN POUR REPRISE SERVICE DEWINDE MAIS  
MAINTENIR NETTEMENT SEPARÉ DE BENOIT.

*Sabot* doit s'arracher les cheveux : « maintenir nettement » séparés deux agents qui viennent de retourner dans un pays occupé avec lequel il n'a aucun contact direct ! Mais c'est à la Sûreté que l'étonnement devait valoir la peine d'être vu quand, par le canal du radio *d'un agent Action envoyé par SOE et la Défense nationale* (108), c'est-à-dire normalement sans rapport avec le Renseignement, arrive de Belgique ce câble du 3 novembre :

POUR MAJOR (109) BENOIT EST ICI JUSQU'AU DIX DEMANDE DELEGATION DE POUVOIRS ET FONDS IMPORTANTS.

(...)

L'imbroglie est à son comble, Londres ne pouvant, dans un premier réflexe, que répondre, dès le lendemain :

COMPRENONS PAS BENOIT BELGIQUE...



On va s'affairer à Londres et dans le Midi. Car il faudra bien en arriver enfin à résoudre le problème *Benoit - Dewinde et Sabot* ! Les circonstances y aidèrent (110) !

En Belgique occupée, dans l'ombre, loin des bureaux, la confusion s'installe elle aussi. L'écho en parvient à Londres par le prestigieux Service *Clarence* lui-même (111) : Câble reçu du radio *Student* le 13 novembre :

(...)

INDIQUEZ A QUI OBEIR DANS CONFLIT ATTRIBUTION  
DOYEN LIMOUX ET (...) SABOT. SUR INSTRUCTIONS DEWINDE  
DE COLLABORONS DOYEN RESERVANT CONFIDENCES POUR  
SABOT (112).

...RESERVANT CONFIDENCES POUR SABOT : c'est aussi, dans l'attente de directives plus claires, l'attitude que va prendre *Luc*, si l'on en croit *Dewinde* :

(...)

(116) Voir *supra*, p. 57.

(117) Lieu où le contre-espionnage anglais questionne ceux qui arrivent des pays occupés : un conseil de renseignements et on s'attache qu'il ne soit pas... (111)

(108) Voir *infra*, p. 59.

(109) Major Page, responsable britannique du Renseignement en Belgique.

(110) Voir *infra*, pp. 87 sqq.

(111) La Sûreté de l'Etat ignore presque tout de ce service à cette époque ; rappelons qu'il a été fondé par les Britanniques et que c'est à eux qu'il fournit les renseignements presque strictement militaires qu'il recueille.

(112) La réponse parviendra à *Student* le 9 décembre : DEWINDE REPETE DEWINDE EMISSAIRE SPECIAL GOUVERNEMENT BELGE ET NOUS TOP HOMME DE TOUTE CONFIANCE.

(...)

Lors de mon dernier voyage, en octobre, j'ai trouvé Lux désespéré à la suite du remue-ménage provoqué par Doyen. Lux ne savait plus quel était le véritable envoyé de Londres, Doyen s'étant présenté avec l'ordre de mission de Sabot et une délégation de celui-ci. Après plusieurs entrevues, nous avons convenu, pour ne pas envenimer les choses et en attendant des instructions précises de Londres, que Lux continuerait à passer ses renseignements par Doyen, sauf ce qu'il estimait ne pouvoir en aucun cas être connu du 2<sup>me</sup> Bureau français.

Cette phrase clôture le troisième (113) et dernier rapport de *Dewinde*, document capital puisque, tel est d'ailleurs son titre, il fait le point « sur les services de renseignement existants en Belgique au 26 octobre 1941 », date qui sans doute est celle de son retour en France. Pour *Luc*, en dehors de la solution provisoire des questions de liaison, nous retiendrons surtout l'avis, cette fois très favorable, émis dans ce rapport :

LUX

A sa tête l'avocat K, L employé au Ministère de la Justice et le Commandant Be (114).

Lux est parvenu à étendre considérablement ses services de renseignements qui sont surtout d'ordre militaire. Occasionnellement, ils fournissent des renseignements d'autres genres.

Lux a des ramifications qui semblent profondes par toute la Belgique, surtout parmi les militaires d'active ou de réserve. Il y a au moins un agent dévoué par champ d'aviation existant en Belgique.

(...)

De plus de par le dévouement de l'avocat K., Lux est en rapport avec certains milieux allemands qui lui servent également de couverture. En effet, l'avocat K. n'a pas hésité à passer des contrats avec la maison allemande de films Tobiss ce qui lui permet ses déplacements en Allemagne, et lui donne une étiquette collaboratrice (115).

Lux semble ce qu'il y a de mieux au point de vue renseignements militaires en Belgique. Leur service est à exploiter à fond en leur recommandant toutefois la prudence, car K et L paraissent un peu bavards et parfois trop audacieux.

*Note.* Ces deux services Zero et Lux demandent des directives et des précisions quant aux renseignements qu'ils devraient fournir et qui seraient le plus utiles ici. Il serait nécessaire de leur adresser des approbations et des félicitations.

Ils se plaignent également de ce que leurs renseignements, notamment les militaires, paraissent ne pas être exploités. C'est ainsi que Lux m'a dit textuellement ceci :

« Dites bien à Londres que si on n'exploite pas davantage nos renseignements, d'ici 3 mois on ne trouvera plus personne pour travailler. »

(...)

(113) Voir *supra*, pp. 51 et 52.

(114) On peut s'étonner de l'ordre : Cauvin (c'est « K »), Leclercq, Bernard. Il me semble pourtant logique pour le « civil » qu'est le capitaine *Dewinde* ; un militaire aurait sans doute écrit : Be., L., K. ... et l'historien, au courant de la chronologie des choses, L, K, Be !

(115) Ce qui s'est fait d'ailleurs avec approbation de *Benoît*. Il est intéressant de remarquer qu'il sera pour cela dénoncé par la presse clandestine ; : *CAUVIN André, né à Ixelles, 12-2-1907, épouse Demanet, Claire, Avocat, rue de la Concorde, 54, à Ixelles, existe, il a été vu souvent en compagnie d'Allemands (La Légion Noire, 17, juillet 1942).*

Ce document est une véritable photographie du Service, combien précieuse. Pourtant, il nous cache quelque chose, ou, plus exactement, *Luc* n'a pas parlé à *Dewinde* de son grand problème du moment. Ce problème c'est l'agent parachuté *Métrat*, celui-là même qui a annoncé à Londres le voyage de *Benolt* <sup>(116)</sup>. Qui est *Métrat* ?

### LA MISSION MÉTRAT (nom de code *Hireling*)

*Métrat* est le Capitaine BEM Jean Cassart. Sa fausse identité il l'a empruntée à un capitaine français disparu en 1940 dont il utilise les papiers depuis le début de l'année 1941. Cassart est de ceux qui ont refusé la captivité. En septembre 1940, il gagne la Suisse puis la France non-occupée. Après de nombreuses péripéties, il effectue, entre octobre et mars 1941, trois voyages en Belgique pour le compte du 2<sup>me</sup> Bureau français. En avril, il est en Afrique du Nord, le 31 mai à Londres. Après le traditionnel interrogatoire à *Patriotic School* <sup>(117)</sup>, les Anglais le mettent en contact avec la Sûreté de l'Etat. Il verra aussi certains membres du gouvernement, dont MM. Pierlot et Gutt.

Son ordre de mission n'est pas établi par la Sûreté de l'Etat mais bien par S.O.E. <sup>(118)</sup> et la 2<sup>me</sup> Section du Ministère de la Défense nationale ; la Sûreté n'a, en fait, confié à Cassart qu'une mission d'information. Elle ne saura d'ailleurs, sur le moment, pas grand-chose de son déroulement car « pour toutes les missions antérieures à novembre 1942 », les autorités de S.O.E. se sont « abstenues de nous tenir au courant » <sup>(119)</sup>.

Nous ne possédons donc pas cette fois le texte de cet ordre de mission mais nous en connaissons le contenu : outre une mission de la part du gouvernement, Cassart est chargé de rencontrer certaines personnalités belges, de lancer le sabotage « militaire » <sup>(120)</sup> et surtout de prendre contact avec les diverses organisations anti-allemandes. On sait qu'elles existent, on devine bien le « côté sentimental de leur résistance (...) mais on ne sait pas qui, on en

(116) Voir *supra*, p. 57.

(117) Lieu où le contre-espionnage anglais questionne ceux qui arrivent des pays occupés : on recueille des renseignements et on s'assure qu'il ne s'agit pas d'agents ennemis camouflés.

(118) *Special Operations Executive*, section Action.

(119) Lettre de l'Administrateur au Haut Commissaire à la Sécurité de l'Etat, 7-7-1944. Les rapports sont beaucoup plus confiants avec l'*Intelligence Service*. Nous en voyons la preuve dans une lettre de Page à l'Administrateur (24-2-1942) qui le met au courant de tout ce qui a été entrepris depuis 1940. La lettre elle-même n'existe plus mais des extraits s'en retrouvent dans divers dossiers personnels.

(120) *Sensu stricto*, c'est-à-dire non industriel. Le sabotage de la production ne sera envisagé que bien plus tard avec la mission *Dingo* parachutée dans le Borinage le 19 novembre 1942.

tend des choses vagues, on ne sait pas trop bien quoi... » (121). Quels sont les moyens, quels sont les besoins ?

A Londres, on cite le nom de beaucoup de militaires. Cassart les connaît presque tous (122). Si on tient compte de l'avantage que lui donne son expérience « française » de la clandestinité et l'intrépidité de son caractère, il est l'homme de cette prise de contact. Effectivement sa mission s'apparente à une opération de propagande, à tout le moins telle qu'il la conçoit et la réalise : il rencontrera plus de 300 personnes en territoire occupé. Il donne un peu de matériel (123), quelques directives, de l'argent (124) mais surtout de l'espoir, la certitude de n'être pas abandonné par ceux de « là-bas ». « Le bien moral que j'ai pu faire ainsi (nous sommes en 1941) est immense, rien qu'à promener mon enthousiasme, ma confiance qui sont communicatifs » (125). C'est aussi utile que dangereux et il pourra écrire : « Vue d'aujourd'hui, cette mission apparaît comme un suicide, rechercher des groupements sans limitation, c'était la certitude de rencontrer tôt ou tard un groupement où la trahison était déjà installée (126). Je rencontrais une douzaine de groupements très divers. Leur désordre n'était que la traduction de celui qui régnait dans les esprits ».

Cassart n'a subi qu'un bref écolage — on n'en est pas encore aux longs cours et multiples exercices pratiques. Il n'effectuera même pas de saut d'essai ; il connaît le morse : il ne fréquentera l'école de radio que pour y choisir celui qui l'accompagnera. Il s'entraîne à coder et apprend par cœur les pseudonymes de ceux qu'il devra rencontrer ; pour le reste il se débrouillera.

Pour Cassart et son opérateur-radio Henri Verhaegen, l'aventure commence mal, c'est-à-dire par un premier vol sans réussite au-dessus des Ardennes : 7 heures de « voyage » ! Les conditions atmosphériques sont plus mauvaises encore le lendemain et... on remplace les pigeons que Cassart doit emporter. Ils sont fatigués ! Enfin, le parachutage des deux hommes a lieu dans la nuit du vendredi 3 octobre.

...après un bref voyage en France nous survolons Liège puis Verviers à moins de 300 mètres, virage au-dessus de la Gileppe et parachutage du matériel vers Jalhay. Après 6 heures de vol, vers une heure du matin, nous sommes parachutés dans une prairie... (127).

(121) Interview Cassart, mars 1977.

(122) *Alors, me dira Cassart, ce n'est pas la peine évidemment d'envoyer à Henri Bernard un émissaire louche (...) alors que je l'appelle Henri* (Entretien, mars 1977).

(123) Au seul Service *Luc*.

(124) En principe, 20.000 frs à tout groupe contacté, bien plus aux plus importants d'entre eux.

(125) « La mission de 1941 en Belgique », s.d.

(126) Nous verrons que ce ne sera pas exactement le cas, mais Cassart l'ignore quand il écrit ce rapport, s.d. (1944).

(127) Rapport Cassart, s.d. (1944).

Ils sont à moins de 200 mètres du village de Chevron, lieu d'arrivée prévu. Le matériel est récupéré. Ils sont à pied d'œuvre, l'« organisateur » a 34 ans, le « pianiste » 20.

A l'évidence, mon propos n'est pas de retracer l'histoire de la mission — de l'épopée — Cassart mais bien de m'en tenir à ce par quoi elle intéresse le service *Luc*.

Le hasard veut que son beau-frère, son premier contact, en fasse justement partie de même que l'un de ses amis qu'il rencontre le même jour. Ce dernier lui apprend immédiatement l'existence à Liège de tout un groupe « Luc » dont le chef prévient immédiatement Henri Bernard. Ce dernier raconte sa première rencontre avec celui qui fut son élève « tant aimé » à l'École de Guerre <sup>(128)</sup> :

(...)

Je partis sur-le-champ à Liège et à 4 heures du matin (...) je sonnai chez B. Il me dit qu'il avait rencontré la veille Cassart, son camarade de l'École Militaire et que celui-ci était reparti vers Bruxelles. Il ignorait l'adresse de Cassart mais savait qu'il devait se rendre au cours de l'après-midi de ce jour dans une maison de la rue du Congrès. Je repartis pour Bruxelles et après avoir fait le pied de grue toute l'après-midi j'eus le plaisir de voir Cassart vers 7 heures du soir. Cassart fut heureux de me voir surtout lorsque je lui eus dit tout le parti qu'il pouvait tirer des équipes de Luc <sup>(129)</sup>.

Dès le début de sa mission, Cassart va se trouver devant un « cas » très préoccupant et délicat à résoudre, celui de l'agent « J » <sup>(130)</sup>. « J » est tombé dans un vilain piège dont Cassart veut le sortir, d'autant que « J » est un ami de très longue date.

Après la capitulation <sup>(131)</sup>, le Lieutenant aviateur « J » a gagné la France puis l'Afrique du Nord et la France à nouveau. Affecté au dépôt de Montpellier, il est recruté par le 2<sup>me</sup> Bureau français pour lequel Cassart travaille lui aussi. Les deux hommes se retrouvent le 1<sup>er</sup> janvier 1941. Selon « J », ils effectuent alors ensemble un voyage clandestin à Bruxelles puis Cassart, sur le point de gagner l'Angleterre, met « J » au courant de ses occupations et le fait accepter comme son successeur <sup>(132)</sup>. Cassart voit une dernière fois « J » à la fin du mois de mars, avant son embarquement à Marseille.

Entre mars et octobre, « J » continue donc son travail pour le 2<sup>me</sup> Bureau français. Au cours d'un voyage en Belgique, il rencontre un autre avia-

(128) Lettre de H. Bernard à Van de Vloet, 7 février (1944).

(129) Le rapport final de Cassart mentionne une centaine de contacts identifiés : le tiers de ces agents appartient à *Luc*.

(130) C'est vraisemblablement ce problème qu'il évoque dans son premier télégramme (par pigeon) du 14-10 : *Bon voyage et bonne arrivée (...) Bon moral malgré gros ennuis (...)*.

(131) Il a fait un compte rendu de son activité qui semble crédible pour cette période à *Patriotic School*, 29-11-1943.

(132) Fait confirmé par J. Cassart dans un *curriculum vitae* établi en Grande-Bretagne (juin 1941).

teur belge « Meunier ». Ce que « J » ignore c'est que « Meunier » est devenu agent de l'*Abwehr*. Il travaille sous les ordres du Luxembourgeois André Folmer, alias « Pat », agent ennemi depuis 1939 et qui avait d'ailleurs été soupçonné avant le 10 mai (133). Le Major Reile, chef du contre-espionnage en France, le décrit :

« C'était un citoyen luxembourgeois d'origine allemande. Il avait servi pendant plusieurs années au Congo, dans l'armée belge puis fait son chemin dans le monde comme marchand (...). Il était aussi assez cultivé, parlait le français comme l'allemand et s'exprimait sans difficulté en anglais » (134).

Folmer a engagé « Meunier » de manière simple : en octobre 1940, tout commence par une perquisition à son domicile par la G.F.P. (135), qui trouve des cartes donnant l'emplacement des aérodromes anglais. Ce fait est banal chez un aviateur mais cela justifie une arrestation, on pourrait dire sans doute une « mise en condition », de 17 jours à la prison de St-Gilles. Ensuite, libération puis visite, une quinzaine de jours après, d'un « inspecteur de la police allemande »... bien au courant de l'activité de « Meunier » au profit des Brigades internationales d'Espagne. Le policier, c'est Folmer ; « Meunier » est « embrigadé ».

Folmer ne me donna aucune précision quant à la nature des services à rendre. Il attira cependant mon attention sur le fait qu'on entrerait dans le service mais qu'on n'en sort pas (...) (136).

Aviateurs tous deux, « J » et « Meunier » se connaissent bien ; il ne sera pas très difficile pour le second de s'introduire dans les services du premier et de connaître ainsi un certain nombre de noms. Il s'avère que « J » est très actif, en sait long sur ce qui se trame en Belgique et en France — il connaît très bien Benolt (137) et ceux qui travaillent avec lui. L'idéal pour l'*Abwehr* serait d'engager « J » à son tour. « Meunier » puis Folmer lui-même qui se fait passer pour gaulliste vont s'y attacher. Les contacts se multiplient, on parle renseignements, on échange des documents clandestins et des faux papiers, on discute radio — « J » finissant par remettre à Folmer deux postes qui, trop puissants, ne peuvent servir à la liaison Bruxelles-Montpellier ; bref, « J » se trouve de plus en plus « mouillé ». Il ne reste plus qu'à porter l'estocade.

Dans le Midi, des bruits inquiétants commencent à circuler concernant

(133) Ainsi que l'atteste ce fragment de lettre de l'Administration aux autorités anglaises (13-12-1941) : *...an agent of the German services of the name of FOLMER, whom I have known very well for having dealt with him before the 10th of May 1940. I was unluckily unable to have him arrested at that time (...).*

(134) Oscar REILE, *op. cit.*, p. 88.

(135) *Geheime Feldpolizei* ; police secrète au service de l'*Abwehr* et donc de la *Wehrmacht*. A ne pas confondre avec la *Sipo-SD* (« Gestapo ») qui dépend de la S.S.

(136) Interrogatoire « Meunier », 3-7-1945.

(137) Ils sont d'ailleurs mis dans le même sac par Dewinde : *Il faut (...) donné des ordres à (...) pour qu'il évite Doyen, celui-ci utilisant toujours (« J ») (100 % mauvais) et étant tous deux en liaison constante avec le Deuxième Bureau français. (14-8-1941).*

Folmer que l'on ne connaît que sous la fausse identité de Richir. « J » en parle à « Meunier ». Il ne peut évidemment s'agir que d'un malentendu ! Pour le dissiper, un rendez-vous est pris : Paris, 4 octobre, 14 h. au « Fouquet's ». Là, les deux compères parviennent à le convaincre de l'intérêt qu'il y aurait pour lui de rencontrer un personnage important qu'ils disent mandaté par l'*Intelligence Service*. « J », tête brûlée<sup>(138)</sup>, accepte<sup>(139)</sup> :

Il (Folmer) me refixa rendez-vous à 16 heures au même endroit. Il est revenu et nous sommes partis vers l'Étoile, rue Arsène Houssaye. Arrivé dans l'immeuble il (Folmer) m'a bousculé. Il s'excusa. Dans l'ascenseur, il s'est placé derrière moi. Arrivé au quatrième étage, je crois, il s'est dirigé vers une porte et a sonné. Une bonne est venue ouvrir. Puis Folmer m'a fait traverser un petit hall et m'a fait entrer dans une pièce où se trouvait un Major allemand en tenue, soit le Major Reile<sup>(140)</sup>.

La synthèse de l'interrogatoire du « Prisonnier » Reile, chef du contre-espionnage à l'*Abwehrleistelle* de Paris, établie en 1946, précisera :

A la fin de 41, Folmer essaya de pénétrer un groupe d'agents belges. Il suggéra au Prisonnier (Reile lui-même) que le chef de ce groupe aurait pu être un ancien lieutenant de l'aviation belge, du nom de (« J ») qui pourrait être « retourné ». Une rencontre fut arrangée entre (« J ») et le Prisonnier qui à cette occasion portait son uniforme. Il suggéra à (« J ») de livrer ses connaissances au sujet des agents travaillant contre l'Allemagne et l'invita à commencer à les décrire immédiatement. S'il se soumettait, il serait relâché immédiatement.

Et c'est, de son propre aveu, ce que « J » se mit à faire pendant les quatre jours qu'il passe sous la surveillance de l'*Ast*. Voilà qui est extrêmement grave car « J » connaît bien la plupart des personnages qui nous intéressent dont deux chefs de *Luc*, Georges Leclercq et Henri Bernard<sup>(141)</sup>.

« J » va effectivement citer leurs noms mais, selon lui, il ne s'agit pas de révélations mais bien de confirmations, « Meunier » étant déjà au courant ainsi que Reile d'ailleurs, ce qui est très possible, voire vraisemblable ; dans ce cas on ne pourrait plus parler de « trahison » comme certains l'ont fait<sup>(142)</sup>. Nous n'avons, grâce à Dieu, pas à nous prononcer sur cet aspect

(138) Peut-être un bon portrait par Walter, second chef de Zéro : *Moi, je l'ai vu par après dans le Midi dévoué et brouillon, tout le monde se méfiant de lui mais ayant des entrées assez exceptionnelles* (Entretien W. Ugeux, 1971).

(139) Interrogatoire « J », Sûreté de l'État, Londres, 9-3-1944.

(140) Dans son interrogatoire en Angleterre (1943), « J » précisera : *Instead he found himself in front of a German Major in uniform (...)* Reile said « Bonjour Monsieur » (« J ») and continued in German.

(141) Tous deux ont reçu la visite de « J » dès avril-mai 1941. Il venait proposer d'achever des renseignements en France et de le faire mieux que les services de Benoit qu'il critique violemment (Interrogatoire G. Leclercq, Londres, 2-5-1942). Le fait est confirmé par Henri Bernard, interrogé le même jour : *J'ai transmis des renseignements à (« J ») car il nous était précieux. En effet, chaque fois qu'il venait en Belgique il prenait avec lui des candidats pour l'Angleterre qu'il conduisait jusqu'à Montpellier. Je l'ai revu ensuite au moins à 4 de ses voyages en Belgique.*

(142) Avec son attitude à Bruxelles, nous allons en parler, le principal argument en sa faveur réside dans le fait que nombre d'agents qu'il connaissait ne furent pas inquiétés. Dans une note *summarising the results of our interrogation* (juillet 1944), les Britanniques écrivent : *It immediately became clear that through (« Meunier »),*

du problème. Seuls importent ici les faits qui sont d'ailleurs officiellement reconnus par « J » dès novembre 1941 (143).

Je dus faire alors l'historique de mes activités en France et en Belgique (...) j'ai répondu (...)

12°) que le commandant belge Doyen s'occupait d'un SR belge à Carcassonne (144) de même que M (...) à Lisbonne.  
(...)

14°) qu'en Belgique j'avais été en relations avec M. LEFEVRE, employé au Ministère de la Justice à Bruxelles (145), (...) MOENS, employé à la Banque de Bruxelles, KERKOF, directeur de cette banque (146) (...) ainsi qu'avec le Commandant BERNARD de l'Office technique de l'armée démobilisée à Bruxelles.  
(...)

Ma déposition fut dactylographiée en allemand en 5 ou 6 exemplaires, elle comportait 7 pages, je l'ai signée de mon vrai nom.

A Paris, « J » a également signé un formulaire d'engagement (147) avant de pouvoir quitter enfin l'appartement où il est retenu. Le 8 octobre, il rentre à Bruxelles en compagnie de « Richir » qui lui fixe un rendez-vous pour le 10, Café Terminus, Gare du Nord. Nous ne possédons aucun texte de l'*Abwehr* qui traite de cette phase de l'aventure ; mais il semble certain qu'il a été, ou aurait dû être, suivi à ce moment. Une chose doit être certaine en toute hypothèse, que l'on fasse ou non, totalement ou en partie, confiance à la version que « J » donne de son aventure parisienne : il ne doit pas se sentir à son aise.

« (Richir) m'a déposé aux environs de la place Rouppe. J'y ai rencontré un abbé dont j'ai oublié le nom. Cet abbé était aussi dans une organisation (...) Je voulais lui demander conseil pour avertir les membres de la filière. Je suis rentré chez moi et je n'ai pas parlé de mon aventure à mon cousin, ne voulant pas le prévenir avant les autres étant décidé à ne prévenir la filière que le samedi afin d'éviter des bavardages et assurer le maximum de sécurité.

Le lendemain, soit le jeudi, je me suis rendu chez l'abbé en question (...) M'étant ravisé, je n'ai pas parlé de l'affaire. (...) Rentré chez moi, j'appris que la Gestapo venait de faire une perquisition à mon domicile... » (147bis).

*RICHIR (Folmer) had succeeded in penetrating the greater part of (« J ») organisation. (« J »), on being confronted with this fact, seems at best to have shown very little prudence for he immediately agreed to work for the Germans as a double agent. He even went so far as to sign a typed copy of his whole conversation with the German officer, which included his agreement to work for the enemy.*

(143) Commissariat spécial de la Surveillance du Territoire, Montpellier, 21-9-1941.

(144) Erreur sans doute involontaire : voir note suivante.

(145) Il ne peut s'agir que de Leclercq. Très curieusement, « J » fera la même faute deux ans plus tard, puis rectifie : *Lefèvre étant en réalité Leclercq* (Interrogatoire à Londres, 9-3-1944).

(146) Les deux chefs de Zéro.

(147) La déclaration d'engagement mentionne, entre autres : (4) *Je m'engage à garder le silence absolu au sujet de tout ce qui sera porté à ma connaissance d'une façon quelconque concernant le fonctionnement de mon service et ses employés* (G.R.M.A., T 501, R 144, f 992).

(147bis) Selon « Richir », interrogé le 8-12-1950, il s'agit en fait d'une erreur de la G.F.P. Cette dernière s'occupant d'un nommé (J) et ayant cependant été avertie d'avoir à laisser en paix (« J ») (...) a confondu les identités et a opéré une descente au domicile de ce dernier.

La situation de « J » devient de moins en moins enviable ; ceux qui le rencontrent alors trouvent qu'il « avait l'air fort abattu » (148) et qu'ayant perdu sa faconde passée, « il semblait affolé, traqué » (149). Heureusement pour lui, son fidèle ami Cassart est à Bruxelles. Il le rencontre le jeudi à 10 heures au Bain Royal près de la Colonne du Congrès : il va pouvoir parler. Sont présents à cette rencontre : « J », Cassart, Bernard et le cousin de « J », le Lieutenant D. Celui-ci raconte :

« A un moment donné (« J ») a pris Cassart à part et je pense qu'à ce moment, il doit avoir fait part de ce qui lui était arrivé à Paris » (150).

et Henri Bernard confirme :

« ...je me trouvais au Bain Royal et, tandis que je parlais avec (D), je voyais de l'autre côté de la piscine (« J ») parler avec volubilité à Cassart » (151).

Cassart se souvient encore (152) de ce « Enfin ! Jean, je suis seul avec toi ! », de ce cri du cœur de « J » qui libère bien des heures d'angoisse.

Il faut agir. Un nouveau rendez-vous est pris pour le soir même. Les deux agents peuvent y convenir de la conduite à suivre. Nous avons vu que « J » voulait prévenir le samedi seulement pour éviter les risques de bavardages mais aussi pour que les intéressés aient quitté leurs bureaux pour y prévenir toute possibilité de « fuite » (153). Cassart est d'accord sur ce point :

« Je ne désapprouve pas sa conduite ; à présent il s'agit de tirer tout le parti possible de cette situation et nous décidons :

1) d'alerter toutes les personnes (...) sans indiquer d'où nous avons la preuve de cet intérêt ; je serai supposé être le seul au courant de la source de ce renseignement (154) (...)

2) Je transmettrai tous les renseignements sur cette affaire à Londres par les premiers pigeons.  
(...)

4) Je ferai surveiller un rendez-vous que (« J ») a le lendemain avec un agent de la Gestapo auquel je lui conseille de se rendre pour gagner du temps.

5) Sitôt après ce rendez-vous, « J » disparaîtra, je l'hébergerai la dernière nuit (...) » (155).

(148) Lt D. (c'est le cousin dont parle « J »), Londres, 9 avril 1942.

(149) H. Bernard, Londres, 7 février (1943).

(150) *Loc. cit.*

(151) *Loc. cit.*

(152) Entretien avec Cassart, 1977. Dans le style « rapport », il écrit (1944) : *Il a beaucoup d'ennuis et est bien heureux de trouver enfin quelqu'un à qui se confier. Pas d'autre allusion dans ce premier rapport.*

(153) *...to exclude any possibility of leakage in those offices (« J »)*, Londres, 1943.

(154) Cassart précisera (1977) : *en donnant pour éviter toute question compromettante, mon information comme d'origine londonienne, ce qui était justifié et incontrôlable.*

(155) Cassart, rapport « définitif », Londres, 1944. En 1977, il confirmera ce qu'a déclaré « J » dans ses premiers interrogatoires : *Enfin je donne le conseil puisque « les » rendez-vous ultérieurs sont prévus à Bruxelles et Paris d'accepter le prochain à Paris, surtout dans le plus grand délai raisonnable et puisque la question fraise a été entamée, de se montrer intéressé. Vieux truc du métier !*

Ce programme sera accompli dans la mesure où les circonstances le permettront. C'est ainsi que lors du rendez-vous fixé, « Richir » (Folmer) n'est pas là et est remplacé par « Meunier » qui fait longuement allusion à la malheureuse perquisition subie par « J » qui n'est en fait qu'une retombée de l'opération *Porto* (156). « J » rencontrera « Richir » le lendemain, soit le samedi 11, et acceptera un autre contact à Paris, dans le courant de la semaine suivante, les remous des récentes arrestations causées par l'action *Porto* (157) lui fournissent un excellent prétexte pour expliquer ses actuelles difficultés de contact. Les divers intéressés sont prévenus. Certains le sont individuellement comme « 0 » (Kerkofs) :

« Le vendredi 11 (158), à la première heure, le Lieutenant Cassart m'a fait prévenir (...) de ce que MM. Moens, (...) Bernard (...) et moi-même étions sur le point d'être arrêtés. Dans la matinée, le Lieutenant (« J ») qui était dans un état d'agitation extrême est venu me confirmer ceci (...) ».

Mais, pour la plupart (159), les agents menacés sont mis au courant du danger au cours d'une réunion provoquée par Cassart et que décrit Henri Bernard :

« Toute ma vie, je me souviendrai de cette séance sinistre dont je rapporte presque mot pour mot les premières phrases de l'entretien :

(« J ») (à moi) : D'ici quelques jours Leclercq, Kerkofs, Moens et vous, allez être arrêtés. Partez au plus tôt. Voulez-vous 20.000 frs pour votre voyage ?

Moi : Les Allemands n'ont pas l'habitude de prévenir quand ils vont arrêter quelqu'un... Comment sais-tu cela ?

Cassart : Je suis lié par une promesse de secret et pour le moment je ne puis en dire plus (...). Si j'étais votre supérieur hiérarchique, je vous donnerais l'ordre de partir... Comme je ne le suis pas, je ne puis que le conseiller. »

Nous verrons quelles suites diverses seront données à ce conseil. « J », pour sa part, est hébergé comme convenu, puis prend la fuite. Le 15, il est à Montpellier. Il a bien tort de s'attarder dans le Sud de la France où nous le retrouverons à la fin de l'année, arrêté par les autorités françaises (160).

Quant à Cassart, comme convenu, il prévient Londres, par pigeons qui arrivent à destination le 14 (161) :

(156) Vaste opération : *L'Abwehrstelle-Bruxelles reçoit l'ordre de la Central-Abwehr à Berlin que toutes les affaires où des condamnations à mort étaient attendues pour les inculpés devaient être jugés devant les tribunaux en Allemagne*; (Sonderführer Bödiker, 1947); c'est déjà un premier pas vers l'application des mesures *Nacht und Nebel* (décembre 1941).

(157) Voir J.-L. CHARLES et Ph. DASNOY, *op. cit.*, T 1, p.

(158) En fait le samedi 11; rapport de Kerkofs à Londres, septembre 1942.

(159) Agents prévenus individuellement : par Cassart, le sous-officier P. qui travaillait pour « J » (Récit à Lisbonne, 7-3-1943); et par « J » lui-même, le Lt C., membre de *Luc* (Récit à Londres, 4-2-1944).

(160) Voir *infra*, p. 86.

(161) Quatre télégrammes. Cassart écrira au sujet de ces messages (1977) : *Ce fut long car il me souvient avoir passé toute la nuit à coder les télégrammes expédiés le lendemain à l'aube.*

(...) Aviateur (« Meunier ») et certain prétendûment nommé Albert ou Jean RICHIR sont formellement agents allemands visant vaste action contre paramilitaires en Belgique et en France (...)

Richir est très noir, porte chevalière creuse (...) Il lui manque une dent à chaque mâchoire (...) Appartement au (...) conduit voiture Citroën grise (...) numéro (...) téléphone (...)

Quittent Bruxelles pour Paris demain lundi treize. Ai dû attendre beau temps pour vogels<sup>(162)</sup>. Bombardement Ostende matinée du huit (...) résultat absolument nul (...) A l'avenir aurai tous résultats (...)

(...)

Mon ami Courte [il s'agit de « J »]<sup>(163)</sup> fuit Bruxelles aujourd'hui pour mettre famille gravement menacée à l'abri. Prière demander Lieutenant<sup>(164)</sup> de donner urgence ordre délivrer à Courte et famille papiers pour Portugal (...) pourra décrire situation et faire révélations.

(...)

Les chefs des réseaux *Zéro* et *Luc* avertis vont évidemment tous prendre des précautions c'est-à-dire, pour l'essentiel, ne plus loger chez eux. Les épouses de Kerkofs et Moens (*Zéro* et son adjoint) seront arrêtées et le bureau de Moens fouillé : il est grand temps de fuir, d'autant plus qu'ils possèdent en William Ugeux, *Walter*, la « doublure » toute désignée. Les deux chefs de *Zéro* quittent ensemble la Belgique et gagnent la France puis l'Angleterre<sup>(165)</sup>.

Pour les *Luc*, la situation est un peu différente. Tout d'abord, la police allemande ne se manifeste pas. Tel est le fait ; inexplicable mais qui peut, parmi d'autres peut-être, avoir deux raisons : ou la trace est perdue, ou elle est suivie en douceur, pour « voir venir ». Cette dernière hypothèse ne surprendra pas ceux qui connaissent le long travail d'infiltration de l'*Abwehr* qui, au-delà de l'arrestation immédiate, et au risque de la manquer, complète ses dossiers, essaie d'en savoir toujours plus et de connaître au mieux les forces et les intentions de ses adversaires. Quoi qu'il en soit, pas de réaction du côté de la *Gebeime Feldpolizei*. Mais Henri Bernard et ses amis ont d'autres raisons de rester. Ils n'ont pas directement « sous la main » un William Ugeux et surtout ils ont, si l'on ose dire, « sur le cœur » Jean Cassart. Par Bernard, il est en contact permanent avec le Service qui a déjà bénéficié du matériel de sabotage, ses « échantillons » qu'il a amené avec lui. D'autres parachutages sont prévus. Il n'est pas question de partir quand sont là, enfin, les moyens d'agir directement.

Rappelons-nous une phrase d'Henri Bernard :

« Cassart fut heureux de me voir surtout lorsque je lui eus dit tout le parti qu'il pouvait tirer des équipes Luc »<sup>(166)</sup>.

(162) Pigeons.

(163) C'est le pseudonyme convenu par « J » à Londres. Cassart (1977) : *Il y avait aussi tel entraînement plus discret comme celui de la mémoire. Chaque autorité ou personne à contacter, susceptible d'être évoquée dans un télégramme avait un nom d'emprunt de mon choix (...)* Le basard d'une bistoire de longueur d'ondes avait voulu que (« J ») sur cette liste ait été baptisé COURTE (...).

(164) Nicodème, responsable du Renseignement à Londres.

(165) Câble *Speed*, 6-11-1941 : ZERO EST (...) LUI ET MOENS ONT DU FILER LYON BELL LIGNE CONTINUE A MARCHER (...).

(166) Voir *supra*, p. 61.

Certes, nous savons que le Renseignement n'est pas le but qui lui est assigné par sa mission. Même s'il lui arrive, dans ses premiers télégrammes, d'en fournir <sup>(167)</sup>, ce domaine d'action n'est pas le sien ; il le sait fort bien <sup>(168)</sup>. Mais les membres de *Luc* ne font pas que du renseignement, nous l'avons dit dès le début de cet article. Cassart va les employer à diverses tâches et notamment pour deux opérations aériennes importantes, la première parce qu'elle constitue une « grande première » pour la Belgique, la seconde parce que son échec va entraîner le départ des fondateurs du Service et ouvrir ainsi une nouvelle phase de son histoire.

Il avait été entendu que l'on ferait parvenir à Cassart du matériel de sabotage, des armes, de l'argent, bref tout ce qui lui était nécessaire pour continuer la tâche commencée avec ce qu'il avait emporté avec lui le 3 octobre <sup>(169)</sup>. Un mois après, jour pour jour, le choix du terrain de parachutage des containers est accepté :

RAF D'ACCORD VAUX CHAVANNES <sup>(170)</sup> (...) STOP POURRONS ENVOYER QUATRE CONTAINERS ET VOGELS <sup>(171)</sup> ENTRE JEUDI ET DIMANCHE <sup>(172)</sup> SOIT QUATRE NUITS A UNE HEURE G.M.T. SI REPONDEZ SANS DELAI STOP (...) <sup>(173)</sup>.

L'opération, au nom de code *Irradiate I* <sup>(174)</sup>, a lieu dans la nuit du 8 au 9 novembre. Ceux qui guettent à Vaux Chavanne l'arrivée des précieuses « marchandises » sont tous des membres de *Luc* y compris celui qui possède le bâtiment dans lequel le matériel parachuté sera dissimulé et qui, avec l'aide de l'unité de Boys-scouts qu'il dirige, a repéré le terrain. Il raconte :

« L'avion, un gros Withley, est apparu le 8 novembre peu après minuit (...) et a filé jusqu'au clocher de Vaux Chavanne, il a fait demi tour et les feux ayant été placés entretemps, a laissé tomber quatre parachutes ; il a fait demi tour (...) en lâchant encore quatre parachutes, après quoi il a disparu au-delà de la ferme de Bellaire.

Les routiers ont travaillé tout le reste de la nuit à détacher les containers et à les ramener au pavillon du scoutmaster J. voisin de la clairière. A un petit parachute était fixé un petit panier contenant six pigeons voyageurs et un sac de graine pour les ravitailler. Dès qu'il a fait jour un pigeon a été lâché avec message annonçant la réussite du parachutage » <sup>(175)</sup>.

(167) Par exemple : *Bombardement d'Ostende matinée du huit par quarante cinq appareils résultat absolument nul sauf civils tués (...) toujours plus de trente pour cent non éclatés. C'est trop.*

(168) Quand il évoquera sa rencontre avec Benoît, il écrira : *nous sommes en parfait accord mais il s'intéresse surtout aux renseignements ce qui ne me regarde pas (...)*. Cassart, rapport, Londres (1944).

(169) Ce qu'il appelle ses « échantillons », *ibidem*.

(170) A une quinzaine de kms à l'Ouest de Vielsalm.

(171) Pigeons.

(172) Soit entre le 6 et le 9 novembre ; toujours pour des questions de pleine lune.

(173) Il n'y aura aucun délai, la réponse étant envoyée ce même jour : *RECUS MESSAGES LUMIERE PREPAREE (...)* ; il s'agit du signal optique codé signalant la présence du « comité de réception ».

(174) La présence de ce chiffre « I » prouve à suffisance que d'autres parachutages de matériel étaient prévus ; malheureusement, il n'y aura pas d'*Irradiate II* en raison des mauvaises conditions atmosphériques.

(175) Le pigeon arrivera le 12.

Le matériel sera ensuite transporté puis réparti par deux agents *Luc*, le premier disposant d'un très officiel camion de « Récupération des munitions non-explosées », le second voyageant dans une voiture avec un permis de circuler au nom du consulat de Suède (176).

Deux autres tentatives étaient prévues pour les lunes (177) de novembre et de décembre, l'une pour parachuter des *containers*, l'autre opération devait à la fois déposer du matériel et reprendre Cassart et le volumineux courrier qu'il avait rassemblé.

En effet, la mission *Hireling* — « Mercenaire », — nom code opérationnel de Cassart — était prévue comme de courte durée. A Londres, il avait été convenu que les contacts étant pris et du matériel de sabotage livré, l'agent parachuté serait repris par avion *Lysander* (178) — c'est aussi une première pour la Belgique — afin de lui épargner la longue et périlleuse route du Portugal. Cette sollicitude tout à fait inhabituelle (179) de la part de la R.A.F. montre à suffisance l'importance que S.O.E. attribue à la mission et au compte rendu verbal que devait en faire, aussi rapidement que possible, son organisateur (180).

Malheureusement ce type d'opération, qu'il s'agisse de parachutage ou de *pick-up* (181), nécessite la conjonction de deux éléments : la pleine lune et un ciel clair. Et cette fin de 1941 est particulièrement brumeuse !

Le 24 novembre, Londres câble :

ESSAYERONS FAIRE DEUX LIVRAISONS CHACUNE HUIT CONTAINERS STOP PRIMO NEUFCHATEAU PLUS VOGELS (182) SOYEZ PRETS VINGT SEPT ET ATTENDEZ LIZETTE (183) A PARTIR DU SIXIEME NUIT APRES CETTE LIVRAISON STOP (...) SECONDE LIVRAISON ANTHEE (...).

La réponse parvient le même jour :

- (176) Il accompagna Cassart dans nombre de ses déplacements, notamment le dernier.
- (177) Ces opérations nécessitent un éclairage lunaire suffisant.
- (178) Ce petit avion biplace est et restera l'outil privilégié de S.O.E. quand il s'agit de déposer ou de reprendre agents et courrier. C'est sa version SCW III, non armée et lourde (réservoir supplémentaire) qui servira à ce genre d'opération. Le parachutage de matériel ou de groupes d'agents parachutés est réservé à de plus gros avions, tel le *Withley*.
- (179) Ce type d'opération étant particulièrement dangereux. A notre connaissance, avant fin 1942, parmi les Belges, seul le futur chef du Poste des Courriers Belges (P.C. B.), William Ugeux, bénéficiera, pour son retour en pays occupé, du même traitement de faveur.
- (180) Le radiotélégraphiste devait rester sur place et attendre le retour de Cassart ou de son successeur.
- (181) L'avion atterrit, prend le courrier et(ou) l'agent et redécote aussitôt. Plus tard, sera inauguré le *mail pick-up*, l'avion prenant le courrier « au vol ».
- (182) Pigeons.
- (183) Avion *Lysander*.

POUR RECEPTION D'ACCORD NEUFCHATEAU MAIS 8 KM AU SUD ENVOYEZ AU MOINS 200 DETONATEURS ELECTRIQUES (184) POUR LIZETTE 4 JOURS APRES (...).

Hélas, le beau temps n'est pas de la partie ! L'avion à destination de Neufchâteau part le 30 mais Londres signale « nuages » et « comité de réception pas vu ». Une nouvelle tentative est envisagée pour la nuit du 1<sup>er</sup> décembre ; et une autre (à Anthée) le dimanche 8.

Le 1<sup>er</sup> décembre, une brume locale sévit toujours à Neufchâteau ; « sans espoir de changement » le terrain est abandonné par Cassart qui en propose un autre, à 6 km au Sud de Beuraing. Mais la R.A.F. refuse tous les terrains proposés et demande même qu'une reconnaissance soit faite en France (la frontière est toute proche) car on y trouve de « nombreux endroits excellents ».

Le 3, les nouvelles qui parviennent d'Angleterre ne sont pas meilleures : « Brouillard ici ce soir. Acceptons nouvel endroit (...) Ouest Vonèche ».

Le lendemain Cassart remercie pour l'« acceptation rapide de Vonèche » mais reçoit de nouvelles demandes de la R.A.F. rendue méfiante CAUSE PILOTE TUE RECEMMENT QUAND CONDITIONS REQUISES N'ETAIENT PAS OBSERVEES (185). Ces contretemps mettent évidemment à l'épreuve les nerfs de ceux qui, jour après jour, guettent, au péril de leur vie, l'arrivée des deux avions. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir le bouillant Cassart télégraphier le 5 :

PRETENTIONS EXAGEREES ET MANQUE DE CONFIANCE RAF DANS RECONNAISSANCE TERRESTRE. INCLINE ABANDON LISETTE.

Dans ce même câble, il indique pour le matériel trois terrains, dont Neufchâteau, qui sont CLAIRS SUR CARTE 1/5.000 PHOTOS RAF INUTILES (186). Quant à lui, puisqu'il renonce au retour par avion, il demande l'envoi de nombreux pigeons pour faire un LARGE COMPTE RENDU, tout en signalant qu'il serait désastreux de voir ce document tomber aux mains de l'ennemi et être déchiffré par lui. Il regrette beaucoup le manque de CONTACT PERSONNEL SEUL PERMETTANT BON EXPOSE SITUATION ETUDES POSSIBILITES ET ELABORATION PLAN D'ACTION (187).

Tel est aussi, sans doute, l'avis des responsables anglais qui répondent le 7 :

(184) Cassart, deuxième rapport (1944) : *Il y avait dans ce groupement (Luc) un mécanicien qui sur mes instructions réussit un excellent modèle nouveau d'altimètre (pour faire sauter les avions en vol) d'un modèle simple (...) d'où mes demandes télégraphiques réitérées de détonateurs.*

(185) Il ne s'agit pas d'une tentative pour la Résistance belge.

(186) Réponse à un câble du 4 : (...) DIFFICILE PHOTOGRAPHIER REGION DE NEUFCHATEAU EN TEMPS VOULU.

(187) Il avait déjà demandé le 26 novembre deux jours de contacts dès son retour.

AVONS FORTEMENT INSISTE POUR LISETTE STOP RAF  
 ACCEPTE MAINTENANT LISETTE AERODROME ABANDONNE  
 DEUX KIL NORD OUEST NEUFCHATEAU STOP ILS DEMAN-  
 DENT CONFIRMATION TERRAIN BON SANS OBSTACLES STOP  
 SI TEMPS BEAU ESSAYERONS VOUS CHERCHER DIMANCHE  
 LUNDI MARDI SOIRS STOP (...).

...et la joie de Cassart s'exprime très clairement, même dans le « style télégraphique » :

7.12. MERCI ACCEPTATION NEUFCHATEAU ET MERCI BBC.  
 TERRAIN EN TRES BON ETAT SOMMES PRETS CE SOIR ET  
 SOIRS SUIVANTS. AMITIES.

Cassart peut maintenant se préparer : si le brouillard se lève, il sera bientôt à Londres. Si...



Donc ce 7 décembre, le jour de l'attaque contre Pearl Harbor, le radio est en contact avec Londres. Il connaît <sup>(188)</sup> les messages personnels qui seront diffusés par la B.B.C. Si elle transmet à 19 h. 15 « Les Ménapiens sont puissants » l'opération aura lieu le soir même ; dans le cas contraire, le message est : « Les Eburons reviendront ». Ce dimanche soir, c'est cette seconde phrase qu'entendent ceux qui doivent participer à l'expédition de Neufchâteau, ceux qui guettent un parachutage à Vonèche, ...et le traître N. qui attend son heure — car, comme dans la fiction, il y a un traître ; terriblement bien au courant.

Ce « N », né en 1909, est un ancien sous-officier aviateur de l'aérodrome de Nivelles. Il fait partie du groupe *Luc* de Louvain dirigé par le Commandant de réserve S., « Le colonel Blanc », ingénieur de charbonnage. Cassart a rencontré S. quelques jours seulement après son parachutage et S. lui a présenté « N » comme son bras droit. Ainsi « N » participe à la réception de matériel à Vaux-Chavannes puis le radio de la mission ne parvenant pas à obtenir le contact, il l'héberge chez lui, l'aide à émettre, à coder et à décoder les messages... L'homme en qui on a confiance va devenir un « Homme de confiance » <sup>(189)</sup>, un « V-Mann » du contre-espionnage allemand.

Aux yeux de ses amis de Louvain, il passe pour courageux mais se montre déjà intéressé et peu conscient du danger quand, par exemple, il emporte les parachutes de Vaux-Chavannes pour s'en faire des chemises ! « Comment ne me suis-je pas déjà méfié ? » écrira Cassart dans son rapport final. Mais on ne s'en méfie pas. Quand Cassart, « Henri » son radio et « John », qui conduit la fameuse voiture à plaque consulaire <sup>(190)</sup>, partent vers l'Ardenne le 8, ils passent chez « N » pour y reprendre le poste émetteur qui s'y trouve,

(188) Depuis 17 heures.

(189) Traduction littérale de *Vertrauens-mann*, agent payé par l'*Abwehr*.

(190) Voiture portant la plaque diplomatique de Suède car elle est destinée à assurer le ravitaillement de l'Ambassade.

déjeunent à Namur et arrivent à l'Hôtel de Beuraing où d'autres agents les attendent (191).

« Henri », comme prévu, essaye de transmettre à 15 heures pour savoir si les containers seront largués mais, manque de chance, l'électricité est coupée à ce moment. Il faudra donc attendre le message de la B.B.C. Enfin « Les Ménapiens sont puissants » ! La tentative est pour cette nuit !

Mais, à Bruxelles, « N » s'est spontanément présenté au siège du *Militärbefehlshaber*, place Royale. Ce détail montre bien qu'il ne s'agit pas d'un agent infiltré car, dans ce cas, il se serait présenté à la G.F.P., rue Traversière, ou aurait obtenu facilement un rendez-vous « discret ». On peut se demander à quel motif il obéit. Il est possible que ce soit la haine, l'esprit de vengeance pour une affaire personnelle. Plus probablement, est-il poussé par une question d'intérêt. C'est en tout cas ce que déclarera le *Sonderführer* Bödiker (192) qui témoignera après la guerre : « ...s'est présenté volontairement (...) pour dénoncer et obtenir la prime promise pour ce genre de dénonciation ». C'est aussi l'avis d'un autre *Sonderführer*, Otto Weil (193).

D'après ce dernier, « N » demande à être mis en rapport « avec un service allemand susceptible de réaliser une « opération » de contre-espionnage qu'il apportait « toute cuite ». Il fut reçu d'abord par le Major Bauman (194) puis par l'un des chefs du département III f (195), le Major Möhring. Weil accompagne ce dernier en qualité d'interprète. Les Allemands sont tout d'abord sceptiques mais « N » leur parle des « cigares », ces mystérieux engins amenés par Cassart. Placés dans des avions de combat de la *Luftwaffe*, ils explosent quand ils atteignent une altitude déterminée. Voilà qui intéresse grandement les spécialistes et ce d'autant plus que ce type de sabotage leur a déjà été signalé par un autre de leurs agents (196). « N » parle aussi du radio. « A cette occasion il avait pu voir le code d'Henri Verhaegen, basé sur un livre de Balzac (197) (...) ; il avait appris quelle était sa phrase de secours qui permet de transmettre en cas de perte du code, à savoir « AIDE-TOI LE CIEL T'AIDERA », le nombre secret (198), essentiel pour pouvoir déchiffrer les messages émis par Londres, les indicatifs d'appel, etc... Nous avons vérifié immédiatement à notre service de repérage, c'est-à-dire au *Funkabwehr* et nous avons constaté qu'effectivement l'existence de ce poste avait été découverte dans la région de Louvain... ».

(191) Ceux qui doivent recevoir les *containers* à Vonèche.

(192) Civil ayant rang d'officier ; Georg Bödiker, né en 1901, commerçant, est un des membres les plus actifs du Département III f (contre-espionnage réseaux).

(193) Otto Weil, né à Munich le 21-3-1911, directeur d'hôtel ; travaille d'abord à Bordeaux et arrive à Bruxelles au Département III f en novembre 1941. A propos de « N », il déclare : « D'après moi (N) n'a eu qu'un mobile de lucre en dénonçant Cassart ».

(194) Au Bureau II (Espionnage pour l'armée de l'air).

(195) Contre-espionnage.

(196) Un « bon agent » qui vient de faire « sauter » la ligne L.L.L. dont le point d'aboutissement était Lourdes.

(197) Il sera acheté dès le lendemain.

(198) T 1805 pour Cassart ; nous ne pouvons évidemment entrer ici dans les subtiles arcanes des codes employés.

Et puis « N » parle de l'opération prévue à Neufchâteau et du message B.B.C. qui l'annoncera. Il suffit donc de patienter jusqu'à 21 h. mais, auparavant, « à tout hasard », certaines troupes sont envoyées sur place. On peut imaginer cette attente des résistants dans leur hôtel de Beauraing, comme des Allemands et de « N » au siège de la *Gebeime Feldpolizei*, rue Traversière à Bruxelles, et l'excitation qui s'empare des uns comme des autres quand ils entendent que l'affaire est confirmée pour cette nuit. Pendant que les troupes de la G.F.P. de Namur se mettent en route — 1 *Feldpolizeikommissar*, 1 *Sonderführer*, 1 secrétaire et 6 hommes —, on alerte les *Kreiskommandanturen* de Neufchâteau, bien entendu, mais aussi celles d'Arlon et de Bastogne, de même qu'un *Jagdkommando* du Lds Batl. 367. De Bruxelles, une voiture part avec 3 officiers de l'*Abwehrstelle* et du *Luftgau* <sup>(199)</sup>.

Dans l'après-midi, « John » est parti en voiture pour voir comment se présente le terrain car de la neige vient de tomber. Il retourne à Beauraing et repart le soir avec Cassart et Verhaegen un quart d'heure après l'émission du message B.B.C. Laissons parler Jean Cassart <sup>(200)</sup> :

« Joie ! Nous partons peu après pour Neufchâteau où nous n'arrivons que peu avant onze heures à cause du verglas. Le vent est toujours à l'Ouest et nous déposons les valises à l'endroit reconnu <sup>(201)</sup>. Nous nous sommes un peu hâtés et John remarque qu'il a oublié le permis de circulation dans la voiture ; il retourne le chercher tandis que Henri et moi plaçons la première lampe rouge, puis des valises, puis une seconde lampe blanche à 100 mètres à l'Ouest de la première, enfin la troisième lampe blanche à 50 mètres au Nord de la seconde <sup>(202)</sup>. Nous revenons vers la première lampe lorsque brusquement Henri m'arrête me disant entendre parler. La lune commence à se lever, nous croyons distinguer des ombres, inquiétude ! Allemands ou paysans ? (...) ».

Comme on s'en doute, il s'agit bien des Allemands. Les Feldgendarmes de Neufchâteau alertés à 22 h. (1 officier et 18 hommes) surveillent déjà l'aérodrome abandonné et recherchent la voiture à plaque consulaire dont le n° d'immatriculation (888) a été communiqué par « N » à Bruxelles. A 22 h. 30 arrivent les renforts d'Arlon (1 officier, 15 hommes) et de Bastogne (1 adjudant, 13 hommes).

C'est à ce moment que Cassart et « Henri » entrent en contact avec la troupe :

« Je dis à Henri vouloir en avoir le cœur net, arme mon browning et marche vers les ombres. Au bout de quelques pas, Henri m'arrête encore : « Attention », me dit-il, « ils sont cinq et nous ne sommes que deux ». Une seconde d'hésitation. Henri qui voit plus clair que moi, croit

(199) *Luftgaukommando Belgien Nordfrankreich*, commandement territorial de la *Luftwaffe*.

(200) Rapport définitif, Londres (1944).

(201) Cassart oublie un détail que « John » précise : *A peu près à l'endroit où nous avons décidé de garer la voiture nous avons (...) un homme qui se promenait. Nous ne nous sommes pas arrêtés et nous avons fait un détour pour revenir à cet endroit.*

(202) *Les lampes cachées au fond de légères cassettes ne peuvent éclairer que vers le haut, elles sont discrètement essayées et ne seront allumées que lorsque l'avion, repéré au bruit du moteur, arrivera dans le secteur.* (Jean Cassart, 1977).